

# impac

• avril-mai-juin 2024  
CPPAP : 0715 S 07535  
**196**  
• 2,50€

**HISTOIRE / PAGE 10**  
**Le parti de la haine  
ordinaire, une histoire  
du Front national**

**ÉLECTIONS LÉGISLATIVES/  
FRONT POPULAIRE / PAGE 27**  
**Contrat de législature  
du Front populaire**

**FILIÈRE PAPIER / PAGE 46**  
**Tartas**  
**Que la papète fume !**

**URGENCE** PAGES 3-17

**CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL, FAIRE  
FRONT POPULAIRE !**



# impac /196 sommaire



## CCN CGT pages 4-6

Note du CCN aux syndicats CGT. Il est minuit moins une.

## CGT page 7

L'extrême droite, l'amie du capital  
L'extrême droite, l'imposture

## DROITS DE L'HOMME page 8

Appel solennel du CNC DH

## TRAVAILLEURS INTÉRIMAIRES SANS-PAPIERS page 9

"Nous ne pouvons pas nous passer de l'immigration en France" (entretien avec Laetitia Gomez, secrétaire générale de la fédération des intérimaires)

## HISTOIRE pages 10-17

Le parti de la haine ordinaire, une histoire du Front national

## LIBERTÉ DE LA PRESSE page 18

L'expression muselée, la démocratie en danger

## L'EXTRÊME DROITE DANS LE MONDE page 19

Finlande, laboratoire de l'extrême droite /  
Argentine, tango macabre pour les libertés

## L'ACTU DE RUST pages 20-21

## COMITÉ GÉNÉRAL 2024 pages 22-26

Ras le front ! /  
Se donner les moyens du changement /  
J'ai reçu des menaces contre moi et ma famille /  
Le hasard fait bien les choses /  
Relevons la tête et agissons !

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES / FRONT

### POPULAIRE pages 26-33

Contrat de législature du Front populaire

## PAPIER-CARTON pages 34-37

Les promesses en carton

## PAPIER pages 38-44

Tartas, que la papète fume !

## PRESSE pages 46-47

Filpac Tour Presse 2024  
À la rencontre des professionnels de la presse

## LABEUR page 48

L'imprimerie Morassuti vivra

## LETTRES FRANÇAISES page 50

Les lettres françaises pour un nouveau Front populaire

## LECTURES / LA LOI DES SÉRIES

pages 52-53

## BILLET D'HUMEUR page 54

Papy fait de la décadence



impac n°196 - avril-mai-juin 2024 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon

Ont participé à ce numéro : Jérémie Demay, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Bettine Machecourt, Romain Altmann, Carlos Tunon

Coordination : Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre

Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre

Correction : Anne Duvivier / Photos : syndicats Filpac CGT, Stock, D.R. / Illustrations : Rust /

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

2 • impac / avril-mai-juin 2024



La FILPAC CGT respecte les règles de triage éco-citoyen pour toutes ses publications



# La CGT en ordre de bataille !

 CARLOS TUNON,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Le coup de massue est tombé, sans surprise puisque les sondages donnaient le RN gagnant de ces élections européennes. À se demander si ces prédictions que l'on nous assène à longueur de médias droitisés ou fachos n'influencent pas le vote des indécis !?

Le 9 juin 2024 restera dans les livres d'histoire comme le jour où les partis d'extrême droite sont devenus majoritaires en Europe ; mais aussi la date à laquelle le président Macron a dissous dans la foulée l'Assemblée nationale.

Parmi toutes les réactions à cette décision insensée, on retiendra celle de François Ruffin : « *On a un taré à la tête de l'État ! Un pyromane de la république !* »

Conséquence de cet acte de provocation ultime, les partis politiques se réveillent... ou se divisent !

Mais concentrons-nous sur ceux de gauche, qui devant le drame en train de se nouer ont mis sur pied en 48 heures un accord d'union appelé Nouveau Front Populaire, publiant, dans la foulée, un programme élaboré lui aussi en quelques jours et comportant une centaine de points. Mieux vaut tard que jamais !



**La dynamique à l'œuvre depuis le 9 juin nous réjouit, même si certains la trouvent encore trop tiède.**



Le délai est très court, il faut mener campagne avec un premier tour le 30 juin et le deuxième le 7 juillet.

Dans cette situation de tous les dangers, comment se positionne la CGT ?

Nos instances dirigeantes se sont réunies aussitôt pour mettre en ordre de bataille toute la CGT et faire front contre l'extrême droite. Le CCN du 18 juin, par un vote majoritaire, s'est prononcé pour un appel clair et net à voter le programme du Nouveau Front Populaire.

Les débats sur la consigne de vote CGT ont été

longs car l'histoire nous rappelle que ce n'est pas la première fois que notre organisation se positionne de la sorte, et que la gauche a déjà trahi par le passé les espoirs des travailleuses et des travailleurs. Mais le péril qui nous menace commande ce choix pour le programme le plus proche de nos idées.

Cela ne signifie nullement un chèque en blanc ! Nous devons dès aujourd'hui nous préparer à la suite car le changement ne pourra se faire qu'avec la mobilisation et la lutte dans les entreprises, quelle que soit l'issue des législatives.

La dynamique à l'œuvre depuis le 9 juin nous réjouit, même si certains la trouvent encore trop tiède. De nombreuses initiatives se font jour en tous lieux, manifestations, tractages, vidéos, communications de toutes sortes sur les réseaux sociaux... et on n'entend personne dire que le délai est trop court pour mobiliser.

Il reste beaucoup à faire, notamment porter la discussion dans les entreprises au plus près des salariés. Nous n'éviterons pas les tensions, c'est certain, mais là encore allons résolument au débat ! Nous en sortirons forcément grandis, même au prix de quelques cartes d'adhérents perdues. L'augmentation importante de ceux qui nous rejoignent depuis le 9 juin les compensera largement et nous ne sommes pas enclins à monnayer nos valeurs, nos convictions, au prétexte de faire du chiffre.

Il nous reste une dizaine de jours pour achever de transformer cette situation d'horreur en une belle aventure et tordre le cou à l'idée que l'histoire se répète.

Comme on l'entend souvent ces jours-ci, rien n'est écrit, et il est de notre devoir de nous jeter dans la bataille pour l'écriture de ce changement. ●

# NOTE DU CCN AUX SYNDICATS CGT

# IL EST MINUIT MOINS UNE !

## TOUTES LES FORCES DE LA CGT DOIVENT RENTRER DANS LA BATAILLE POUR OUVRIR DES PERSPECTIVES DE PROGRÈS ET EMPÊCHER L'EXTRÊME DROITE D'ACCÉDER AU POUVOIR !

CCN CGT  
MONTREUIL, LE 16 JUIN 2024

**D**epuis dimanche soir, après le traumatisme des européennes et la sidération de la dissolution, nos initiatives sont en train de changer la donne. Après des initiatives souvent spontanées rassemblant beaucoup de jeunes toute la semaine, les manifestations du week end des 15 juin et 16 juin ont vu défiler 680 000 personnes dans toute la France (plus de 800 000 sur l'ensemble de la semaine).

Cette mobilisation populaire a conduit la gauche à s'unir, à s'entendre sur un programme et des candidatures uniques.

Pour autant, la menace est loin d'être écartée puisque les prévisions donnent pour l'instant au RN une majorité, peut-être même absolue.

### LA VIOLENCE DE L'EXTRÊME DROITE SE RÉVÈLE : CE NE SONT QUE DES PRÉMICES

Pour « fêter » la victoire de leur candidat le 9 juin, 4 militants d'extrême droite dont le leader du GUD (et fils d'un dirigeant du RN), ont tabassé un jeune homosexuel à Paris, en promettant de faire pire après l'accession au pouvoir de Bardella.

L'extrême droite n'est pas une force politique comme les autres. Elle rassemble toujours des groupuscules ultra-violents, racistes, antisémites, sexistes et homophobes dont les pratiques courantes visent à terroriser leurs adversaires. Trois de ces attaques ont même été mortelles depuis 2019 !

Les pouvoirs que confère la 5<sup>e</sup> République au Premier ministre, qui contrôlera en plus la majorité de l'Assemblée nationale, sont considérables et uniques parmi les démocraties du monde :

- *il écrit la loi et peut même se passer de vote de l'Assemblée pour réformer par décret ou par ordonnance ;*
- *il contrôle le ministère de l'Intérieur, la nomination des préfets et des forces de police, celui du ministère de la Justice, l'avancement des procureurs, le ministère du Travail (il a le dernier mot pour autoriser ou non le licenciement des salariés protégés) ;*
- *il nomme aussi 3 membres de l'Arcom (autorité de contrôle des Médias et internet).*

Jamais la CGT ne mettra un signe égal entre l'extrême droite et une quelconque autre force politique. Il y a une différence de nature qui tient à ce que si l'extrême droite arrive souvent par les urnes, elle refuse de rendre le pouvoir. Soit parce qu'elle combat le résultat des élections, en tentant d'organiser des putsch comme aux États-Unis et au Brésil, soit parce qu'elle change les règles du jeu pour être sûre de ne pas perdre les élections, à l'image de ce que Meloni tente d'imposer en Italie avec une réforme constitutionnelle qui remet en cause l'indépendance de la justice et les prérogatives des syndicats. C'est ce à quoi s'appliquera Bardella sitôt son entrée à Matignon. Il mettra tout en œuvre pour être sûr que le RN gagne la présidentielle en 2027, en s'attaquant à tous les contre-pouvoirs : les médias, les syndicats et la justice notamment.

Il nous faut donc tout faire pour empêcher ce scénario catastrophe. Le CCN appelle les militants CGT à prendre conscience du danger mortel que représente le RN.

### L'EXTRÊME DROITE AU SERVICE DU CAPITAL

Ces derniers jours, la chute de la Bourse a été organisée par le capital pour remettre les exigences financières au premier plan : les promesses sociales menacent les profits donc vous devez donner des gages que vous ne changerez rien.



Sans surprise, l'extrême droite a répondu docilement à cette injonction en reniant les promesses de revenir sur la réforme des retraites de Macron. Les tergiversations incessantes du RN démontrent son imposture sociale. Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites.

L'extrême droite est au service du capital. Elle n'a aucune intention de tenir ses promesses sociales, qui sont d'ailleurs contraires à son corpus idéologique ultra-libéral.

Dans le programme du RN, la privatisation de l'audiovisuel public le prouve. Un candidat a même affirmé qu'il fallait confier le service public postal à Amazon ! Le RN au pouvoir ce sont des lois contre les libertés syndicales, contre les droits syndicaux, contre le droit de grève, le RN l'annonce lui-même !

L'alliance entre une partie de la droite et l'extrême droite avec le ralliement d'Éric Ciotti a été organisée par Vincent Bolloré, patron milliardaire.

### **LA CGT, INDÉPENDANTE MAIS PAS NEUTRE !**

L'apolitisme, c'est-à-dire l'interdiction d'aborder des débats politiques, est souvent le cheval de Troie de l'extrême droite. Dans l'idéologie de celle-ci, les salariés ne doivent pas s'occuper de l'organisation de la société ou même des grands choix des entreprises. L'extrême droite défend la collaboration de classe (on est tous dans le même bateau donc les décisions patronales ne doivent pas être contestées). C'est pour cela que la charte du travail de Vichy (1941) interdit les confédérations syndicales et veut les remplacer par des corporations. Elle interdit également la grève.

Par méconnaissance, et vu la pression patronale et la confusion sur l'extrême droite, des syndiqués CGT estiment que le syndicat « ne doit pas faire de politique ».

S'il est vrai que la CGT ne veut pas être partisane de telle ou telle force politique, elle ne s'interdit jamais de s'exprimer sur la situation politique. Celle-ci a un impact direct sur la situation sociale des salariés et

## **L'extrême droite est au service du capital. Elle n'a aucune intention de tenir ses promesses sociales, qui sont d'ailleurs contraires à son corpus idéologique ultra-libéral.**

retraités, il est donc nécessaire de s'en préoccuper. **La CGT est indépendante mais pas neutre !**

Le congrès d'unification de Toulouse, en 1936, entérine même « la collaboration momentanée avec les partis lorsque les circonstances l'exigent ».

Des limites existent néanmoins : nos statuts interdisent l'utilisation du sigle ou de l'appartenance à la CGT dans une élection (article 6), et les membres du BC sont automatiquement démissionnaires s'ils sont élus à un mandat politique national (article 30).

Dans la situation actuelle, quand un parti politique d'extrême droite risque d'accéder au pouvoir, menaçant les acquis sociaux et les libertés, il est légitime que la CGT se mobilise !

### **UNE ALTERNATIVE SE DESSINE GRÂCE AU MOUVEMENT SOCIAL**

Le Nouveau Front Populaire s'est entendu sur un programme de rupture avec les politiques néolibérales portées par le patronat et de nombreux gouvernements. Il contient de nombreuses mesures qui reviennent sur les attaques des précédents gouvernements (abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage, de la loi Kasbarian sur le logement, de parcoursup du « choc des savoirs », de la fusion ASN/IRSN, de la loi asile immigration...) et des avancées structurantes pour répondre aux urgences, la reprise des 10 points de la déclaration intersyndicale du 10 juin ainsi que certaines des revendications CGT (Smic à 2000 euros brut, indexation des salaires sur les prix, augmentation des pensions, retraite à

60 ans, investissements dans les services publics et notamment les hôpitaux et l'éducation, pôle public bancaire, pôle public du médicament, plan de reconstruction industrielle, loi énergie, 32 heures, retour des CHSCT, égalité F/H et lutte contre les violences sexistes et sexuelles, régularisation des sans papier, police de proximité...). Ce n'est pas un texte qui prend en compte toutes nos revendications, mais ce serait un immense bol d'air pour toute la société et le monde du travail en particulier !

La bataille va être très rude contre les fascistes, bien sûr, mais aussi avec le patronat qui voit avec une grande inquiétude la possibilité que le rapport de force s'inverse. Pour rendre possible ces avancées, et pousser plus loin les mesures, nous devons établir des rapports de force partout dans les entreprises et dans la société.

Au vu de la gravité de la situation, le CCN considère que la CGT doit prendre ses responsabilités.

**Le CCN considère que le programme du Nouveau Front Populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes. La CGT appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à aller voter les plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du Nouveau Front Populaire.**

Cela ne constitue certainement pas un chèque en blanc et encore moins une remise en cause de l'indépendance de la CGT qui protégera toujours sa liberté d'expression et d'action. La CGT ne présente pas de candidat.e.s aux élections législatives et compte bien exercer pleinement son rôle syndical de construction du rapport de force et d'interpellation des élu.es politiques. Rien ne sera jamais acquis sans la lutte. Dès le lendemain du second tour, le 8 juillet les nouveaux élus seront sous surveillance sociale.

Le CCN appelle les syndicats CGT à multiplier les mobilisations pour exiger des réponses aux besoins sociaux. Les 20 et 27 juin, nous appelons à multiplier les actions sur les lieux de travail, y compris par la grève, pour faire monter les revendications professionnelles et notamment les exigences d'augmentation de salaires et de maintien de l'emploi.

Le 23 juin, nous appelons à de nouvelles grandes manifestations contre l'extrême droite, à partir de l'appel unitaire féministe. Il convient de prendre les dispositions pour que personne ne manque à l'appel ! Les manifestations du 23 juin doivent être encore plus

**Encore un trop grand nombre de nos syndicats sont absents des actions, et ne répondent pas aux sollicitations. C'est un véritable problème qui ne peut plus durer.**

massives que celles des 15 et 16 juin, avec des cortèges professionnels et d'entreprises pour créer des dynamiques à partir des lieux de travail !

### **DES MESURES CONCRÈTES D'ORGANISATION POUR DÉBATTRE ET MOBILISER**

La réactivité et la mobilisation des militants de la CGT doivent s'amplifier.

Encore un trop grand nombre de nos syndicats sont absents des actions, et ne répondent pas aux sollicitations. C'est un véritable problème qui ne peut plus durer.

Les agendas doivent être allégés pour privilégier le temps de déploiement. L'Assemblée nationale est dissoute et le Sénat a suspendu ses travaux, il nous faut nous aussi, suspendre, sauf urgence, les réunions avec les patrons pour concentrer tout notre temps militant sur la construction de la mobilisation !

**Une véritable organisation doit être mise en place pour se répartir les responsabilités :**

- *Mener les débats dans l'entreprise, solliciter les salariés pour participer aux actions programmées ;*
- *Mener le débat avec nos adhérents retraités et se déployer pour faire grossir les rangs et gagner sur leurs revendications (pensions, revalorisation des pensions ...)* ;
- *Se mettre à disposition de l'union locale ou de l'union départementale pour faire le tour téléphonique des syndicats non mobilisés, et pour organiser des distributions dans les entreprises où la CGT n'est pas organisée.*
- *Inviter l'ensemble des syndiqué.e.s à participer aux manifestations, notamment celle du dimanche 23 juin, et à voter les 30 juin et 7 juillet.*

*Les formes d'initiatives pour favoriser les discussions peuvent être diverses : soirée débat, accueil café à l'entrée des entreprises (ou dedans quand c'est possible).*

Les formes d'actions revendicatives peuvent également être diverses. Un syndicat qui n'a pas l'habitude ou les forces de faire grève peut commencer par une pétition sur les salaires ou tout autre sujet. Des cortèges d'entreprise doivent être organisés dans les manifestations pour créer une dynamique collective.

Il convient enfin, dans tous les territoires, professions et entreprises, de convoquer des intersyndicales les plus larges possibles en s'appuyant sur le texte de l'intersyndicale du 10 juin dernier.

### **FACE À LA MENACE FASCISTE, FAIRE ADHÉRER EN MASSE !**

Un soin particulier doit être mis dans la syndicalisation : les demandes d'adhésions ont été multipliées par quatre depuis une semaine, cela pourrait être encore plus élevé avec des mesures volontaristes de notre part. Il faut accueillir toutes les nouvelles et nouveaux et faire adhérer en masse. Face à la menace fasciste, nous avons plus que jamais besoin de renforcer la CGT !

Le CCN appelle tous les syndicats à s'engager. Aucun ne doit rester en dehors de la bataille. Un front populaire ne se décrète pas, il se construit. Chaque geste compte ! ●

# L'EXTRÊME DROITE, L'AMIE DU CAPITAL

 COMMUNICATION CGT

Sous un discours aux apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissants, au détriment des travailleuses et travailleurs, des personnes privées d'emploi et des retraités.

## SALAIRES : LA SOLUTION LIBÉRALE

- Toujours la vieille recette patronale de baisse des cotisations sociales en réduisant le « pot commun » qui finance vos retraites, vos allocations-chômage, la Sécurité sociale...
- S'oppose à l'augmentation du Smic et des salaires et à leur indexation à l'inflation

## HARO SUR LES ÉTRANGER·ES

- Pointe en permanence la « fraude sociale » (pourtant minime) en l'associant à l'immigration
- Oublie en revanche la fraude fiscale quasi légalisée pour les ultra riches et les grands patrons

## L'ALLIÉE DES PUISSANT·ES

- Nie les rapports de classe et veut « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs »
- Refuse de taxer les plus riches
- Rejette les mesures de soutien aux plus pauvres

## L'ENNEMIE DU MONDE DU TRAVAIL

- Déteste les syndicats, et en particulier la CGT
- Veut réduire les obligations des employeurs en matière de démocratie dans l'entreprise
- Veut empêcher les étrangers de voter ou d'être élus sur leurs lieux de travail

## RETRAITES : AU BOULOT !

- S'oppose à la retraite à 60 ans, propose un départ après quarante annuités pour les salariés ayant commencé à 20 ans
- Pas de prise en compte de la pénibilité
- Vote contre la revalorisation des petites retraites
- Propose de relancer la natalité pour équilibrer le système *////*

# L'EXTRÊME DROITE, LA GRANDE IMPOSTURE

Les partis d'extrême droite ne cherchent même pas à expliquer combien coûterait leur politique ou comment elle serait financée. Et pour cause : ils mentent ouvertement, dans le seul but d'accéder au pouvoir.

## LOGEMENT : TOUT POUR LES POSSÉDANT·ES

- Souhaite supprimer les seuils minimaux de logements sociaux et modifier les critères d'attribution
- S'oppose au gel des loyers et à l'augmentation des hébergements d'urgence

## LES SERVICES PUBLICS À LA CASSE

- Souhaite privatiser les crèches et les cantines, baisser les dotations aux écoles, diminuer les subventions aux associations
- Porte un discours de baisse des impôts qui revient à affaiblir le service public, garant de l'égalité des droits

## RIEN POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

- Refuse d'augmenter les ressources de la Sécurité sociale en récupérant l'argent des cotisations employeurs aujourd'hui gelées ou exonérées
- Porte la suppression de l'aide médicale d'État comme remède miracle au besoin de financement alors que sa suppression aurait des répercussions très coûteuses pour la collectivité

## DES PRIVÉ·ES D'EMPLOI STIGMATISÉ·ES

- Tout en votant contre la réforme de l'assurance chômage, les député·es RN proposent un amendement afin de priver d'allocation-chômage un salarié en CDD qui refuserait un CDI
- Souhaite mettre en place la « priorité nationale » pour priver les étrangers de toute allocation

## LES FEMMES ? « À LEUR PLACE »

- Refuse de reconnaître l'existence d'inégalités salariales structurelles entre les femmes et les hommes
- Considère que l'égalité est une menace pour le système en place
- Veut cantonner les femmes à un travail domestique
- Porte une vision de la famille digne d'un autre siècle *////*

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans

## DROITS DE L'HOMME (CNCDH)

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus

## AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 30 JUIN ET 7 JUILLET

APPEL SOLENNEL

## DU BUREAU DE LA CNCDH

COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME  
PARIS, LE 12 JUIN 2024

Les élections européennes du 9 juin ont enregistré dans notre pays une avancée spectaculaire des forces d'extrême droite, qui, Rassemblement national (RN) en tête, ont atteint le niveau de 40 %. Face à ce résultat, déjà préoccupant en soi, le président de la République a fait le choix de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives les 30 juin et 7 juillet. Tout en étant parfaitement constitutionnelle, cette décision inaugure une phase de la vie politique lourde de périls pour la démocratie, l'État de droit et les valeurs qui y sont attachées. C'est pourquoi le bureau de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), sortant de sa réserve habituelle vis-à-vis du débat électoral, lance un appel solennel à faire barrage aux candidats de l'extrême droite.

Institution nationale indépendante depuis 1947, la CNCDH a reçu de l'État la mission de veiller au respect des droits de l'Homme dans notre pays, c'est à dire des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, ainsi que d'égalité de dignité de la personne humaine, qui sont au fondement de notre République. Ces principes sont parfois malmenés par tel ou tel responsable politique, leur champ d'application parfois remis en question par tel ou tel élu, mais ils constituent des points de repères fondamentaux pour penser et construire un avenir commun.

**Le programme des extrêmes droites, singulièrement celui du RN, s'oppose lui, de façon frontale, directe, à ces mêmes principes d'égalité, de fraternité et de liberté.**

Le programme des extrêmes droites, singulièrement celui du RN, s'oppose lui, de façon frontale, directe, à ces mêmes principes d'égalité, de fraternité et de liberté. La « préférence nationale », qui constitue le fil rouge de ses propositions, entre en contradiction totale tant avec les principes de notre Constitution qu'avec nos engagements internationaux. La dynamique de ses projets – priver de droits une partie de la population, puis une autre, puis encore une autre – loin de « protéger les Français » n'aboutira qu'à nier les droits d'une grande part de la population vivant et travaillant en France. Les vieux démons du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie auront toute licence pour alimenter les haines, les rejets de la différence et les réflexes autoritaires et répressifs.

Une telle situation remettra évidemment en cause la place et l'image de la France dans le monde, ses responsabilités internationales et les liens historiques qu'elle a tissés en Europe. Elle compromettra gravement l'idéal démocratique, social et écologique de la République.

Pour toutes ces raisons, et dans le cadre de sa mission légale, le bureau de la CNCDH appelle solennellement les électrices et les électeurs à voter les 30 juin et 7 juillet et à mesurer la gravité exceptionnelle de leur choix au regard du respect impérieux en France des droits fondamentaux. ●

Jean-Marie Burguburu, président de la CNCDH  
Renée Koering-Joulin, vice-présidente de la CNCDH  
Pierre Tartakowski, vice-président de la CNCDH

Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH)  
| [www.cncdh.fr](http://www.cncdh.fr) |

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

### Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

### Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

### Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute



ENTRETIEN AVEC LAETITIA GOMEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION CGT DES INTÉRIMAIRES

## Nous ne pouvons pas nous passer de l'immigration en France”

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

**Ils occupent des métiers difficiles et souvent ingrats : ramasser les poubelles, faire le ménage dans les hôtels, laver la vaisselle dans les restaurants. Ils travaillent aussi sur les chantiers du BTP. Si l'extrême droite arrive au pouvoir, les travailleurs sans-papiers en seront parmi les premières victimes.**

**Impac : Quelles seront les conséquences pour les travailleurs sans-papiers si le RN arrive à Matignon ?**

**Laetitia Gomez, secrétaire générale de la fédération CGT des intérimaires :** Il faut d'abord comprendre qu'avec la loi immigration, dans sa version finale, il y a une liste des métiers en tension en cours de discussion. Les travailleurs sans-papiers pourraient être régularisés en fonction de cette liste. Pour ceux qui exercent des professions non incluses, il faut s'attendre à un refus. Actuellement, notre problématique concerne les travailleurs intérimaires régularisés après notre lutte entamée le 17 octobre dernier.

**Pourquoi ?**

Leurs professions ne figurent pas sur la liste des métiers en tension. Nous craignons donc que leur titre de séjour ne soit pas renouvelé. On estime à près de 700 000 le nombre de travailleurs sans-papiers en France. Cela représente

autant de personnes qui occupent un emploi. Si ces travailleurs ne voient pas leurs titres de séjour reconduits, nous découvrirons de nombreux nouveaux métiers en tension. En attendant, ceux qui n'auront pas leurs papiers renouvelés devront retourner dans la clandestinité ou, pire encore, être expulsés vers leur pays d'origine. À moins que la France ne suive l'exemple de l'Angleterre, qui a conclu un accord avec le Rwanda pour y expulser les étrangers.

**Comment les travailleurs sans-papiers vivent-ils cette situation ?**

C'est extrêmement anxiogène. Il y a quelques semaines, ils étaient optimistes. Après avoir mené le combat et s'être battus contre les agences d'intérim pour appliquer la loi et permettre leur régularisation, ils commençaient à entrevoir une vie digne grâce à leur travail. Et maintenant, on leur dit « *En fin de compte, c'est fini* ». L'arrivée de l'extrême droite anéantirait tout ce que nous avons obtenu ensemble. Certains sont en France depuis plus de dix ans. Ils ont construit une vie qui pourrait être détruite.

**Ces travailleurs pourraient-ils être remplacés ?**

La vraie question est : par qui ? Personne n'est irremplaçable, mais cela soulève la question : quelle immigration voulons-nous ? En France, les métiers

occupés par les sans-papiers, nous ne les voulons pas pour nos enfants. Nous avons des préjugés sur ces emplois, et il est vrai qu'ils sont pénibles et avilissants. Par exemple, nous luttons actuellement pour des sans-papiers qui travaillent dans un restaurant près de Gap. Les salariés y gagnent 5 euros de l'heure et vivent dans des conditions déplorables. Nous ne voulons pas cela pour nos enfants. Nous rêvons qu'ils soient épanouis et gagnent dignement leur vie. Mais ramasser des poubelles, cela ne fait pas rêver. Donc nous avons un problème pour remplacer ces travailleurs. Veut-on une immigration européenne, et de quels pays ?

**Renvoyer ces travailleurs est-il un mauvais calcul ?**

Oui, cela arrêterait certaines professions, comme l'hygiène, le ramassage des ordures, le tri des colis, ou encore la construction. Par exemple, les salariés qui refont les quais du métro à Paris et qui descendent le béton à la main dans des seaux, sont souvent des travailleurs sans-papiers. S'ils partent, les infrastructures se dégraderont rapidement. Ces secteurs sont essentiels. Il ne faut pas oublier qu'en plus de travailler, ces personnes font vivre l'économie française. Elles se logent et se nourrissent en France, et paient la TVA. Ce qui est pervers, c'est qu'elles paient des impôts sans avoir la garantie d'obtenir un titre de séjour. Bref, nous ne pouvons pas nous passer de l'immigration en France. ●

## LE PAIN DES FRANÇAIS

Une vieille amie du village où j'habite, en Bourgogne, a eu un AVC hémorragique. Transportée aux urgences de l'hôpital de la petite ville voisine, elle a été prise en charge par un médecin nord-africain. Quelques jours plus tard, ouf, elle a pu quitter le service et passer en médecine pour continuer ses soins sous la houlette d'un médecin... africain. Et encore une semaine plus tard, elle arrivait au service de rééducation, où une jeune gériatre... africaine... témoigne d'une empathie, d'une finesse et d'une clarté d'analyse impressionnantes. Ensuite, eh bien, ma vieille amie est sortie allègrement achever sa convalescence en maison de repos. Tout ça me fait penser à un autre hôpital de campagne, chez moi, dans les Ardennes, où mon père avait

été soigné. Sur l'organigramme, les noms des chefs de service reflétaient la diversité de leurs origines, avec une prédominance de pays arabes. Le médecin chef, véritable figure patriarcale au verbe haut, était juif d'Afrique du Nord. Je lui avais demandé si les conflits extérieurs pesaient parfois sur cette coexistence professionnelle. Il avait ri et répondu : « *On ne partirait peut-être pas tous ensemble en vacances, mais ici à l'hôpital, aucun problème entre nous.* » Qu'on vire tous ces étrangers, hein, comme le brament ces gentlemen du RN, et nous pourrions nous soigner avec des remèdes druidiques bien de chez nous. Je me rappelle le sketch ancien d'un humoriste, Fernand Raynaud. Il y était question de faire partir cet étranger qui venait manger le pain des Français. On y parvenait bien sûr. Et on n'avait plus de pain. Il était boulanger. AD /// (Pour revoir le sketch de Fernand Raynaud : <https://www.youtube.com/watch?v=Glc00NBZi38>)

# LE PARTI DE LA HAINE ORDINAIRE, UNE HISTOIRE DU FRONT NATIONAL

Installé dans le paysage politique français depuis plus de cinquante ans, le Rassemblement (initialement Front) national semble être désormais aux portes de l'Élysée. À quinze jours et trois ans d'échéances électorales capitales, il ne s'agit plus de s'émouvoir, de se scandaliser mais de regarder ce parti d'extrême droite pour ce qu'il est vraiment : un parti xénophobe, raciste, anti démocratique, anti républicain et ultralibéral. Quelques clefs de décryptage historique...

 GEORGES KAPLAN  
 RUST

**C**our de l'Élysée, 2 juin 2027. C'est un Emmanuel Macron mâchoire crispée, sourire figé, qui attend en haut des marches Marine Le Pen, nouvelle présidente de la République. Elle remonte le tapis rouge d'un pas rapide et déterminé. Celui qui va désormais disparaître dans les coulisses de l'histoire et passer à la postérité comme le seul président de la cinquième République à avoir servi de marchepied à l'extrême droite, va transmettre les clefs du pouvoir (et les codes nucléaires) à la nouvelle élue (par à peine plus d'1/3 des Français)... Ce qui semblait hier encore, une fiction effrayante est en train de se révéler hautement probable. En particulier depuis les élections européennes et le score sans appel du rassemblement national (32 %). Et sans préjuger du résultat des élections législatives (dont ne nous connaissons pas l'issue à l'heure de la mise sous presse.) Il ne s'agit donc plus de s'effrayer, de condamner, il s'agit de comprendre. Et ce, depuis les débuts : en octobre 1972.

**Ce nouveau Front national rassemble alors des anciens de l'OAS, des nostalgiques de Vichy, de l'Algérie française, de l'Action française des années trente (...)**

## ORDRE NOUVEAU... AVANT LE FRONT NATIONAL

C'est le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau (*voir encadré page suivante*) qui est à l'origine de la création du Front national. Dans l'objectif de présenter des candidats aux élections législatives de 1973, ce mouvement qui prône « *la renaissance du patriotisme, la promotion d'une hiérarchie des valeurs, ainsi que la restauration familiale et éducative* » (sic) entend rassembler la droite nationale et dépose le 27 octobre les statuts du « Front national pour l'unité française » à la préfecture de police de Paris. Ce nouveau mouvement pour le moins hétérogène, est très illustratif de l'émiettement et de la fragmentation de l'extrême droite française après la guerre d'Algérie. Ce nouveau Front national rassemble alors des anciens de l'OAS, des nostalgiques de Vichy, de l'Algérie française, de l'Action française des années trente, des membres de groupuscules étudiants comme le GUD ou Occident (*voir encadré*). Pour illustrer ce recrutement hétéroclite et franchement réactionnaire, il faut savoir que son premier trésorier, Pierre Bousquet (pas René) est un ancien Waffen-SS de la Division française Charlemagne, c'est tout dire...

Il s'agit en fait, pour ses créateurs, d'occuper l'espace politique de l'extrême droite et de s'affirmer comme la « concrétisation de l'unité du nationalisme français ». Puis, dans une « logique de conversion » et particulièrement sous l'impulsion de François Duprat, (membre d'Ordre nouveau) d'abandonner tout le fatras de l'action violente et clandestine pour participer, voire conquérir le pouvoir en passant par la voie légale : la participation aux scrutins électoraux. François Duprat et Alain Robert, les deux idéologues du nouveau parti, s'inspirent du Movimento Sociale Italiano (MSI), parti néofasciste italien fondé en 1946 par des proches de Mussolini, qui vient alors de fusionner avec les monarchistes et d'adopter une ligne de « droite nationale » (Destra nazionale) : le MSI est à cette époque le plus



puissant parti d'extrême droite européen. Du reste, le FN sera soutenu (un peu) financièrement par ce parti, la première année de son existence. Curieusement, le nouveau mouvement a du mal à se trouver un président. Certainement pas du fait du manque de candidats mais plutôt du trop-plein. Les egos et les visions stratégiques fragilisent d'entrée le nouveau mouvement qui voit se profiler une scission. Néanmoins, c'est l'ex-député poujadiste Jean-Marie Le Pen qui tire les marrons du feu en proposant une présidence triciphale : lui-même, François Brigneau et Alain Robert, tous deux issus d'Ordre nouveau. Jean-Marie Le Pen « présente alors un profil plus légaliste et modéré (on croit rêver...) que celui des dirigeants du mouvement nationaliste-révolutionnaire [...] Dans cette mesure, sa participation au FN doit avoir pour finalité de crédibiliser l'entreprise frontiste ». Dans le nouveau bureau du parti qui se constitue, on trouve alors certains de ceux qui vont devenir les premières figures médiatiques du FN : Roger Holeindre, Jean-Jacques Susini (ex OAS). Le politologue et grand expert de l'extrême droite en France, Jean-Yves Camus, souligne que la difficulté, à l'époque, réside dans « l'existence au sein de la droite nationale, de deux cultures idéologiques antagonistes : celle d'Ordre nouveau, nationaliste-révolutionnaire, et celle des nationaux, souvent issus du poujadisme et du mouvement pour l'Algérie française ». La création du nouveau parti se fait « dans une ambiance réciproque de parfaite méfiance », lepénistes et Ordre nouveau mettant concurremment en place des sections locales et annonçant des meetings de lancement distincts. Dès le départ, le Front national baigne donc dans une ambiance de lutte d'egos et de guerre des (petits) chefs, qui restera une constante tout au long de son évolution.

**(...) élève sous-officier à Saint-Maixent, il fait l'Indochine en 1954 mais c'est en Algérie qu'il va s'illustrer comme tortionnaire des prisonniers FLN .**

#### **ET JEAN-MARIE LE PEN ?**

En 1972, à 44 ans, Jean-Marie Le Pen, avec un parcours politique déjà solide, n'est pas exactement le perdreau de l'année. Ce fils de marin pêcheur, licencié en droit, a été élu député à deux reprises dans les rangs poujadistes : en 1956, dans l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) et notamment animateur de sa branche de jeunesse, et en 1958 pour le Centre national des indépendants et paysans (CNIP). Il se fait remarquer sur les bancs de l'Assemblée nationale par son indéniable talent d'orateur et surtout par ses apostrophes haineuses contre les membres des gouvernements successifs de la Quatrième République (en particulier Pierre Mendès-France) alors en pleine débâcle coloniale. Son parcours militaire est aussi assez révélateur de ses opinions et de son tempérament : élève sous-officier à Saint-Maixent, il fait l'Indochine en 1954 mais c'est en Algérie qu'il va s'illustrer comme tortionnaire des prisonniers FLN. Il interrompra même, pour ce faire, son premier mandat de député pour aller en Algérie en 1956. Ces exactions algériennes se rappelleront à son bon souvenir à plusieurs reprises dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. On le revoit au milieu des années soixante lorsqu'il participe à la campagne présidentielle du candidat d'extrême droite, l'avocat

Jean-Louis Tixier-Vignancour. Il émergera aussi dans les journaux d'extrême droite comme *Minute* ou *Le Crapouillot*. Son parcours politique semble connaître un léger déclin sur la fin des années soixante, jusqu'à ce que l'année 1972 se révèle donc comme une année charnière pour celui qui, jusqu'ici, n'a pas pu encore marquer de son empreinte la scène politique française.

## Quelques extrêmes droite en France

**L'Action française.** Mouvement politique nationaliste d'extrême droite de tendance monarchiste. Créé en 1899 au cœur de l'affaire Dreyfus, ce mouvement va incarner jusqu'en 1945 un nationalisme hystérique anti-républicain, anti-sémite, anti-démocratique, en fait anti-tout. C'est surtout sous l'impulsion de Charles Maurras, polémiste haineux et rédacteur en chef du journal du même nom (*L'action française*) que le mouvement va se développer dans les années trente au point de devenir une puissance médiatique et polémique redoutable. Pour donner une idée de la violence des idées affichées dans le journal, Maurras avait publié un article où il affirmait au sujet de Léon Blum, futur président du conseil du Front populaire : « *Blum est un homme à fusiller, mais dans le dos !* » Édifiant. L'action française soutient inconditionnel de Pétain de 1940 à 1944 disparaît, avec son journal, dans les poubelles de l'histoire en 1945. Maurras échappe de peu au poteau à la libération mais pas à 8 ans de prison (à ce sujet, il se fendra d'un pamphlet anti-gaulliste bien dans sa manière : *On ne fusille pas le dimanche.*), Les mauvaises herbes ont la vie dure : l'Action française resurgit dans les années 70 et revendiquera aujourd'hui près de 1 000 adhérents... sans commentaire.

**OAS.** Organisation de l'Armée secrète. Organisation d'officiers français créée autour du général Salan en 1961 quand il apparût évident que De Gaulle allait abandonner l'Algérie française. C'est un regroupement assez hétéroclite qui rassemble monarchistes, ex vichystes, juifs attachés à l'Algérie, mais qui ont tous pour point commun leur anti-gaullisme et la volonté de garder l'Algérie française. L'OAS va appliquer une tactique de la terre brûlée en Algérie et en Métropole en multipliant assassinats (près de 1700, dont le maire d'Évian, par exemple, pour avoir hébergé les accords du même nom) et attentats à la bombe. Ils vont de même signer une dizaine d'attentats contre De Gaulle, dont le dernier, celui du Petit-Clamart vaudra à son organisateur le colonel Bastien-Thiry d'être fusillé (le grand Charles aurait fini par perdre patience : « *L'OAS veut un martyr, je vais lui en donner un.* »). Pourchassés par les barbouzes du général, ils sont progressivement tous arrêtés (certains assassinés) entre 1962 et 1963 ou s'enfuient à l'étranger. Une amnistie (!) sera prononcée en leur faveur en 1968.

**Ordre nouveau.** Groupuscule d'extrême droite créé en 1969, issu de la disparition du mouvement Occident (autre groupe d'étudiants d'extrême droite parmi lesquels on comptait Alain Madelin et Gérard Longuet, futurs ministres) dont le credo était : « *la renaissance du patriotisme, la promotion d'une hiérarchie des valeurs, ainsi que la restauration familiale et éducative.* » Tout un programme... Hormis le fait de terroriser les campus parisiens et de s'affronter aux troupes de la Ligue communiste d'Alain Krivine, Ordre nouveau va contribuer à la naissance du FN avant d'être dissous en 1973 en conseil des ministres. Certains de ses membres réapparaîtront avec leurs insignes dans les manifestations du FN des années 80-90 (les fameux rassemblement du premier mai, place Jeanne d'Arc à Paris.) Liste malheureusement non exhaustive des mouvements d'extrême droite en France. Se reporter à l'excellent ouvrage de Jean-Yves Camus : *Le Front national*, Éditions Milan, « Les essentiels », 1998 ///

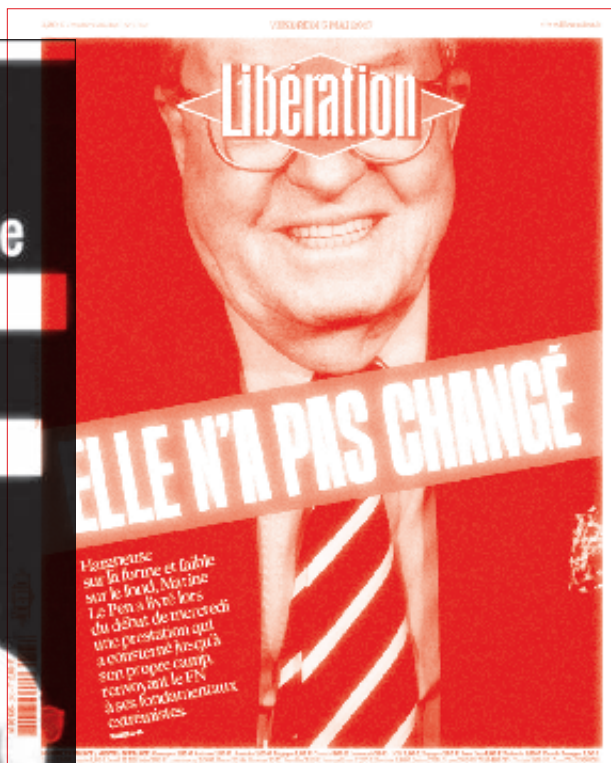


## DES DÉBUTS DISCRETS... VOIRE INEXISTANTS

Avant d'envisager une conquête électorale quelconque ou le développement d'un programme politique susceptible de séduire l'électeur français, Le Pen doit d'abord asseoir son autorité et contrôler les forces centrifuges qui agitent le mouvement. Alors que le nouveau parti dispose d'une petite assise d'adhérents solides (à peine 300 !), les luttes pour le contrôle du bureau national sont féroces. Les premiers initiateurs claquent la porte, Alain Robert s'en va créer le PFN (Parti des Forces nouvelles) qui concurrencera le FN jusqu'en 1981. Les premières tentatives électorales de Le Pen sont consternantes : 0,75 % au premier tour de la présidentielle de 1974, des scores faméliques aux différentes législatives, et cantonales des années soixante-dix. À cela, plusieurs explications. La France des années soixante-dix surfe encore sur les Trente Glorieuses, même si les indicateurs de la longue crise économique des années quatre-vingt sont déjà présents (impact du choc pétrolier de 1973, premières fusions rachats d'entreprises, premiers grands conflits sociaux avec les grèves dans les charbonnages, l'autogestion de Lip, etc.). Les discours sur l'immigration sont encore discrets dans les diatribes du tribun. Les Français, lors des élections ne « calculent » donc pas encore Jean-Marie Le Pen, dont les apparitions avec bandeau de pirate sur son œil éborgné ne contribuent pas vraiment à valoriser l'image. Les coachs en communication ne sont pas encore passés par là.

En 1980, Jean-Marie Le Pen tient bien le FN mais ne compte que 270 adhérents (une misère !). Pis, il n'ob-

**En fait ce qui manque au FN, c'est le carburant indispensable à tout développement d'un parti d'extrême droite : une crise économique longue, un chômage en progression constante (...)**



**“Je suis l’empêcheur de bander à quatre !”**

Jean-Marie Le Pen dans le texte

**IL ÉTAIT UNE FOIS... LE RN!...**



tient pas les fameuses 500 signatures en 1981 pour l’élection présidentielle. Le parti fait son pire score aux législatives de juin 1981 : 0,18 %. Le FN est donc politiquement quasiment invisible... mais pas pour longtemps. En fait, ce qui manque au FN, c’est le carburant indispensable à tout développement d’un parti d’extrême droite : une crise économique longue, un chômage en progression constante : le fascisme italien des années vingt, le nazisme des années trente sont là pour nous le rappeler. Mais les choses vont (malheureusement) changer avec le début des années Mitterrand.

**LE TOURNANT DE 1983**

Si les premières années Mitterrand commencent dans une atmosphère de fête, elles font place rapidement aux lendemains qui déchantent avec l’entrée de la France dans le tunnel de la récession, dès 1983. Explosion du chômage, début de la mondialisation, fermeture d’usines accroissent l’électorat de la déception et du ressentiment qui, désormais, va au-delà des électeurs de la droite traditionnelle. Le FN prolifère sur ce terrain et commence à asséner ses contre-vérités : « *Un million de chômeurs, c’est un million d’immigrés de trop !* » Première percée notable aux élections cantonales en mars 1982 : entre 10 et 12 % des voix dans le Nord (Grande-Synthe), dans l’Ouest (Dreux), dans l’Isère (Pont-de-Chéruf).

Mais c’est aux municipales qui suivent en 1983, catastrophiques pour la gauche de gouvernement, que le FN fait un coup fumant et très médiatique : Jean-Pierre Stirbois, figure de la droite du FN (oui, c’est possible d’être plus à droite dans un parti d’extrême droite) rate de peu la mairie de Dreux au second tour avec 31 % des scrutins au premier. Les élections européennes de 1984 confirment cette progression. Le parti lepéniste obtient près de 11 % des voix (un peu plus que le PC qui commence son lent déclin) et envoie dix députés à Strasbourg, dont l’activité au Parlement européen se bornera au chahut, à l’obstruction parlementaire et à l’absentéisme. Qu’on se rappelle qu’à cette occasion, Le Pen avait fanfaronné sur le plateau de L’heure de vérité : « *Je suis l’empêcheur de bander à quatre !* » Toute l’élégance verbale du tribun était déjà là. En 1986, Mitterrand impose un scrutin à la proportionnelle aux législatives, dans le but de limiter les effets d’une défaite annoncée. C’était une très mauvaise idée : non seulement la gauche perd la majorité absolue, mais

cela permet surtout au FN d'envoyer 35 députés à l'Assemblée nationale, dont les comportements agressifs, voire franchement antidémocratiques vont marquer les esprits.

On retrouvera parmi les élus FN des agités comme Jacques Bompard (futur maire d'Orange), Bruno Golnisch, Roger Holeindre (ancien para, fidèle de la première heure), Bruno Mégret, Pierre Sergent (ancien OAS), et surtout Jean-Pierre Stirbois, qui se fera remarquer par son comportement violent et insultant, notamment lors d'une soirée de débats, comme le rapporte Catherine Trautman, ancienne élue socialiste, maire de Strasbourg : « *J'ai vécu leur violence. Je me souviens d'une nuit infernale, lors d'un débat sur le trafic de stupéfiants. Stirbois est venu me bousculer et m'insulter.* » Bref, les élus du FN font du bruit, marchent sur les pieds de leurs voisins et font régner une sale ambiance sous le regard ravi de leur chef. C'est dire à quel point ils respectent la représentation nationale et le système parlementaire. La réélection de Mitterrand en 1988 sifflera (pour un temps) la fin de la récréation.

C'est aussi l'époque des polémiques et des abominables « bons mots » de JMLP : « *Les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale... Monsieur Durafour... crématoire ! Mais il faut interner de force les sidaiques... Monsieur Stoleru, vous êtes bien juif, c'est bien cela ?* » ou encore récemment, « *Je ne crois pas que les Français aient beaucoup souffert de l'Occupation...* » qui vont clairement et régulièrement nous rappeler qui est vraiment Jean-Marie Le Pen.

Néanmoins, le FN continue à consolider son emprise avec des victoires aux municipales de 1989 et de 1995 : Jacques Bompard à Orange, Jean-Marie Le Chevallier à Toulon, Daniel Sampieri à Marignane, Catherine Mégret (femme de) à Vitrolles. Le Sud, la Provence deviennent terre d'élection(s) du FN. Rapidement, ces succès qui confortent la position des barons du FN au sein du bureau national, fragilisent Jean-Marie Le Pen, qui affiche un enthousiasme pour le moins mesuré face à ces victoires, craignant « *la montée en puissance de ces notables locaux aux dépens de sa propre personne* ». (J.-Y. Camus). La guerre des chefs peut donc commencer...

**Bref, les élus du FN font du bruit, marchent sur les pieds de leurs voisins et font régner une sale ambiance sous le regard ravi de leur chef.**

### SCISSON ET AFFAIBLISSEMENT (TEMPORAIRE) DU FN

La mort accidentelle (et opportune) de Jean-Pierre Stirbois en 1988, dégage la route pour Bruno Mégret qui devient délégué général du mouvement, en plus d'être dirigeant du FN en PACA. Mégret et Le Pen ont deux visions antagonistes de la stratégie politique du FN. Le président du Front national se voit reprocher son caractère autoritaire et ses polémiques, qui empêcheraient le parti d'accéder au pouvoir ; de son côté, Bruno Mégret apparaît plus consensuel et idéologiquement plus

enclin à des alliances avec la droite que Jean-Marie Le Pen. Et puis, en définitive, on peut se poser la question de savoir si Le Pen veut vraiment du pouvoir ou s'il se contente d'entretenir sa petite boutique des horreurs. Comme le rapporte Lorrain de Saint Affrique, son ci-devant conseiller en communication dans les années quatre-vingt-dix, qui évoquait avec lui la possibilité, de plus en plus proche, d'arriver enfin aux « affaires » ce dernier l'aurait entendu soupirer : « *Dieu nous en préserve...* »

Mégret a compris, plus que les autres, les hésitations et les pudeurs du chef au sujet de l'accession du FN au pouvoir. Mégret passe à l'attaque en décembre 1998, lors d'un bureau national extraordinaire, prenant prétexte de l'éviction de deux de ses lieutenants. Il peut compter sur 140 conseillers régionaux, 60 secrétaires départementaux et 50 membres du conseil national. Oui mais... Le Pen a les adhérents derrière lui (près de 15 000 à cette époque). C'est la scission. Mégret tente de reprendre le nom du FN en créant le FN Mouvement national en janvier 1999. Le FN semble éclaté et affaibli. JMLP réussit néanmoins à récupérer juridiquement le nom du FN et ses ouailles égarées. C'en est fini des espoirs de Mégret : le Mouvement national républicain va s'agiter encore 5 ou 6 ans avant de disparaître avec son secrétaire général. Le chef reprend les rênes, coupe les têtes des impudents qui avaient osé le défier... Et Mégret appellera à voter Le Pen en 2002 et 2007 !

### LA DÉFLAGRATION DE 2002

Le 21 avril 2002, c'est le séisme : malgré un FN affaibli par la scission récente de Mégret, Le Pen accède au deuxième tour de la présidentielle avec près de 17 % des voix. C'est la stupeur ! Lionel Jospin, premier Ministre en exercice, victime, entre autres, de candidatures multiples à gauche, quitte définitivement la scène politique. Mais il n'est pas le plus étonné...



Rappelons-nous, l'apparition de JMLP (avec retard) devant les caméras de TV, ce soir-là, le visage blême, voire constipé pour sa déclaration de deuxième tour. Aux portes du pouvoir, ou en tout cas en position de disputer l'investiture suprême à Chirac, il semble paralysé par l'enjeu. Il n'y aura pas de mauvaise surprise au deuxième tour. Les citoyens républicains de tout bord se mobilisent et Jaques Chirac est réélu avec un score de président de république bananière : 83 % des voix, Le Pen restant scotché aux 17 %. Le réflexe républicain a fonctionné, mais la République s'est fait peur.

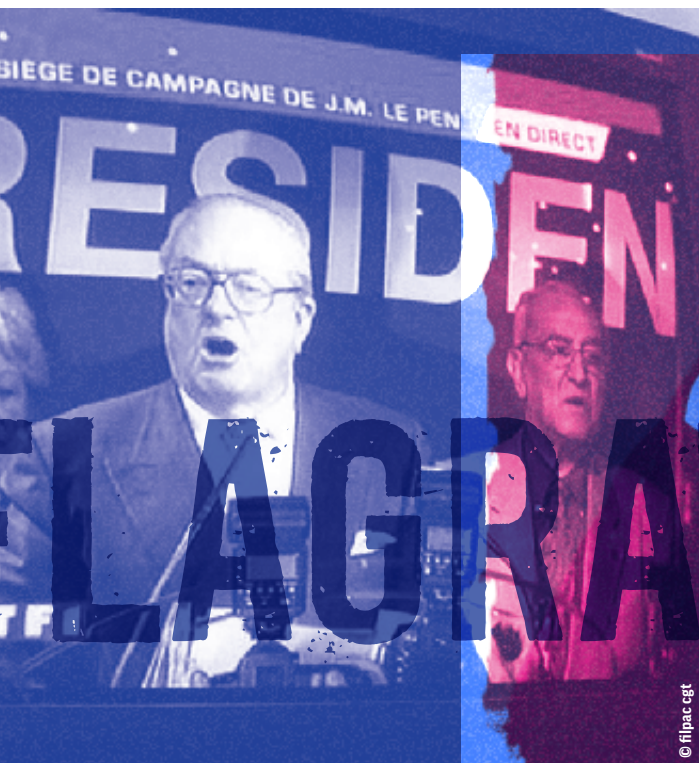
De 2002 à 2007, le FN stagne ou régresse lentement dans les différentes élections qui s'enchaînent (législatives, régionales, cantonales...). En 2007, Le Pen est néanmoins réélu à la tête du FN pour 3 ans, malgré cette baisse d'influence et des problèmes financiers qui vont pousser le FN à quitter son siège (le « paquebot ») de Saint-Cloud. Le leadership de JMLP est de plus en plus contesté : ses hésitations, son management crispé, ses bons mots, fatiguent ou exaspèrent ses lieutenants. Carl Lang, Jean-Claude Martinez, font dissidence en présentant des listes non FN. Comme De Villiers, Mégret continue à lui disputer le monopole des idées d'extrême droite. C'est le moment qu'attendait Marine Le Pen, la dauphine jusqu'ici fidèle, pour sortir du bois.

**DANS LA FAMILLE LE PEN, JE VOUDRAIS LA FILLE...**

Le 16 janvier 2011, Marine Le Pen prend la direction du parti face à Bruno Gollnisch, héritier adoubé par le chef. Marine s'attaque immédiatement à un chantier fondamental pour l'accession au pouvoir : la crédibilisation et la normalisation du FN. Il s'agit d'adopter un discours plus « respectable » en s'éloignant des positions et déclarations les plus controversées de Jean-Marie Le Pen concernant l'antisémitisme ou l'avortement (mais pas l'immigration), au profit de problématiques plus sociales. Au passage, elle vire les membres les

***“Je ne crois pas que les Français aient beaucoup souffert sous l'Occupation...”***

Jean-Marie Le Pen dans le texte



plus radicaux du mouvement (nostalgiques de l'OAS, membres de groupuscules fascistes ultra-violents). Le vieux aussi est viré du mouvement après sa récidive sur les chambres à gaz, en 2015, « détail de l'histoire » (ce qui lui vaudra du reste une condamnation pour contestation de crime contre l'humanité).

La banalisation du FN est en marche. Cela dit, cela reste un polissage de pure façade comme le rappelle le sociologue Sylvain Crépon qui affirme, pour ce qui est du militantisme au sein de ce mouvement entre 2000 et 2010, la permanence du « *vieux fond nationaliste de l'extrême droite française, dont l'une des principales caractéristiques idéologiques consiste à se montrer hermétique aux valeurs universalistes des droits de l'homme* », et surtout celle de la question identitaire qui « *constitue, aujourd'hui encore, la pierre angulaire de l'idéologie du nouveau lepénisme* ».

Mais il faut séduire l'électeur moyen. Marine Le Pen commence donc à développer un discours gauchisant : critique de la mondialisation, défense des intérêts des « petites gens », critique de la bureaucratie européenne, taxation des profits des grandes entreprises. En fait, un calcul cynique pour répondre aux inquiétudes économiques des classes populaires.

Comme au niveau sociétal, de la même manière, Marine Le Pen ne conteste pas l'IVG (on l'a encore vu récemment avec sa constitutionnalisation que le RN n'a pas contestée et votée) et sanctionne les discours homophobes (pour l'instant). Et ça marche... L'électorat du FN s'élargit encore : des classes populaires déçues par la gauche et les promesses non tenues de la social-démocratie aux classes moyennes avec des catégories socioprofessionnelles au niveau de vie plus élevé (les fameux cadres CSP plus).

Le FN reste néanmoins le FN. La permanence d'îlots de radicaux à l'intérieur de la mouvance FN font qu'à



chaque nouvelle élection, certains candidats dérapent en tenant des propos antisémites, racistes et haineux. Qui font souvent l'objet de poursuites du parquet ou des préfets mais jamais de la direction du RN. Bref, ne perdons pas de vue comme le souligne Marion Ballet (politologue) que « *le discours du Rassemblement national reste caractéristique d'un parti hors système, les thèmes de l'indignation et de la peur y étant toujours les plus présents et la passion nationale fortement sollicitée, tandis que les appels à l'espoir demeurent peu nombreux et dirigés vers un avenir lointain* ».

## ALORS DEMAIN, LE RN ?

Les dix dernières années marquent indéniablement une progression constante du FN qui devient le Rassemblement national en 2017 (ripolinage communicant et médiatique mais qui ne change en rien la nature profonde du mouvement). Progression que même les bisbilles et autres exclusions ne semblent pas ralentir (Florian Philippot, par exemple, qui fait les frais de son souverainisme hystérique en 2017 quand sa patronne devient, par calcul démagogique, européenne). Le FN cartonne aux municipales de 2014 et voit arriver la nouvelle génération qui est actuellement sur le devant de la scène RN : David Rachline, maire de Fréjus, Steeve Briois à Hénin-Beaumont, Sébastien Chenu, etc. On ne vous citera pas le nombre conséquent de municipalités gagnées par le FN : trop déprimant. De la même manière, le FN envoie 24 députés à Strasbourg lors des

**“le discours du Front national reste caractéristique d'un parti hors système, les thèmes de l'indignation et de la peur y étant toujours les plus présents (...)”**

Marion Ballet, politologue







## **“ Il ne faut pas se leurrer, en cas de victoire de Marine Le Pen, nous ne disposerons pas d'un billet aller-retour. ”**

Alain Minc dans le *Nouvel Obs* du 15 mars 2024

*cette résignation. Dans le milieu économique, en particulier, on se réfère à l'Italie, en soutenant que l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni en 2022 n'a pas eu de si graves conséquences. (...) Leur domestication remonte à très loin. Après la Fronde, nos élites aristocratiques se sont soumises à Louis XIV, et cela n'a jamais réellement cessé, jusqu'au serment d'allégeance prononcé par les hauts fonctionnaires au maréchal Pétain. En France, les élites ne sont pas courageuses. (...) Si Marine Le Pen demeure peu fréquentable, il en va autrement avec Jordan Bardella. C'est pourtant le même visage de l'extrême droite, mais sans cicatrice. Ceux qui acceptent de recevoir M. Bardella et d'échanger avec lui ne me le disent pas, mais je les devine. (...) Il ne faut pas se leurrer, en cas de victoire de Marine Le Pen, nous ne disposerons pas d'un billet aller-retour. Il sera compliqué de revenir au statut antérieur. » Il s'agit très exactement de ça. Le coup de tonnerre de la dissolution surprise de l'Assemblée nationale par le pompier pyromane de l'Élysée, le 10 juin dernier, risque malheureusement d'accélérer le processus. Et en 2027, nous n'aurons plus qu'un fusil à un coup... et il ne faudra pas rater la cible. ●*

européennes qui suivent. Il y aura bien des manifestations pour contester ce résultat, mais pas aussi importantes que celles qui avaient suivi la qualification de Le Pen en 2002. Marine Le Pen progresse aussi aux présidentielles successives. En 2012, elle fait comme son père en 2002, 17 %. C'est mieux en 2017 où elle atteint le deuxième tour avec 21 % des voix. Sa calamiteuse prestation où, perdue au milieu de ses fiches, elle cafouille face à au technocrate Macron ne lui aliénera pas son électorat (même pas mal).

Aux législatives, même dynamique : les députés du FN sont 2 en 2012 (Marion Maréchal, Gilbert Collard), 8 en 2017, dont Marine Le Pen qui réussit enfin à se faire élire après trois tentatives pour finir à... 89 aux élections de 2022 ! Même si on s'étrangle en le disant, le Rassemblement national est un parti de gouvernement, ou plus exactement en passe de le devenir.

Même s'il y a eu fléchissement, voire un net recul aux régionales et départementales de 2020 et 2021, le RN est solidement ancré dans le paysage politique français... et malheureusement pour longtemps.

La nomination de Jordan Bardella à la tête du RN, gendre idéal, ne nous semble pas mériter un développement de son CV, tant il semble une créature de Marine Le Pen, qui le tient, pour ce que l'on en voit récemment, avec une laisse assez large...

Mais ce qui nous semble plus indispensable c'est de dénoncer l'enfumage social et politique du RN, dont les élus, comme le rappelait Jacques Dimet dans ces colonnes (*Impac 191*) n'ont voté aucune mesure sociale susceptible d'améliorer le quotidien des Français (contre l'augmentation du smic, contre l'indexation des salaires, contre le rétablissement de l'ISE, contre le gel des prix des loyers, la liste est longue... Vous pouvez vous reporter à la lecture édifiante de cet article.)

Concluons avec la récente interview dans *Le Nouvel Obs* d'Alain Minc (oui, vous avez bien lu, Alain Minc, le commis voyageur du capitalisme sauvage du CAC 40) qui déclarait dans un éclair de lucidité (sa confession juive ou plus sûrement le souvenir de ses parents militants communistes) : « Je veux parler des élites politiques, des élites économiques, et aussi des élites médiatiques. C'est un peu comme si elles commençaient à s'habituer à l'inimaginable. Je suis très impressionné par

## **Les « dérapages » de Jean-Marie**

Les fameux « dérapages » de Le Pen sont une des marques de fabrique de la parole du tribun. Et Jean-Marie Le Pen n'a jamais avoué aucun regret pour ces dérapages, contrôlés ou non, répétés souvent, qui lui ont valu plusieurs condamnations en justice. Des chambres à gaz à l'immigration, revue de détail. En septembre 1987, il assure sur RTL que les chambres à gaz sont « un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». La justice le condamne en 1991 à 1,2 million de francs d'amende (183 200 euros) pour avoir banalisé les persécutions nazies. Il réitère ses propos le 5 décembre 1997 à Munich. Le tribunal de Nanterre le condamnera à verser jusqu'à 750 euros à 11 associations. Il réitère dans les mêmes termes en avril 2008 dans un entretien au magazine *Bretons*. Puis le 2 avril 2015, il répète ses propos sur BFMTV-RMC et défend l'utilité des polémiques dans la progression du FN. En septembre 1988, il fait, dans un discours, un jeu de mots avec le nom du ministre de la Fonction publique, Michel Durafour, « Durafour crématoire ». Il est condamné en 1993 à 10 000 francs d'amende (1 524 euros) pour « injure publique ».

Le 19 avril 2003, Jean-Marie Le Pen déclare *Le Monde* : « Le jour où nous aurons en France, non plus 5 millions mais 25 millions de musulmans, ce sont eux qui commanderont et les Français raseront les murs, descendront des trottoirs en baissant les yeux... » En conséquence, en février 2005, la cour d'appel de Paris le condamne à 10 000 euros d'amende. Le 7 avril 2015, il s'en prend dans la revue d'extrême droite *Rivarol* au « torrent de l'immigration », qualifiant « le million de Chinois en France » de « gens intelligents, actifs, discrets, mais néanmoins puissants et redoutables ». En juin 2014, il s'en prend dans une vidéo à des artistes qui ont pris position contre le FN notamment Patrick Bruel, qui est juif : « Ecoutez, on fera une tournée la prochaine fois. » Le 12 janvier 2005, il estime dans *Rivarol* que l'occupation allemande en France « n'a pas été particulièrement inhumaine ». Ce qui lui vaut en février 2008, une condamnation à 3 mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende. Le 4 juillet 2013, il qualifie la présence de Roms à Nice d'« urticante » et « odorante ».

Le 7 avril 2015, il affirme dans la même revue qu'il n'a « jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître » et « Je comprends tout à fait qu'on mette en cause la démocratie, qu'on la combatte », ajoutez-t-il. On ne peut pas être plus clair... /// Source : AFP

JÉRÉMIE DEMAY

## Affirmer que l'extrême droite n'aime pas les journalistes est un euphémisme. Avec ses scores indignes, la retenue n'est plus de mise.

**S**treetpress, site internet spécialisé dans le suivi de l'extrême droite, reçoit un torrent d'insultes et de menaces. Des noms de journalistes sont jetés en pâture sur les réseaux sociaux, des journalistes sportifs sont menacés après avoir relayé les messages contre le RN de certains athlètes. Tous les jours, les alertes se multiplient. Les militants d'extrême droite se laissent aller, même si quelques signaux existaient déjà.

Depuis des années, l'extrême droite est championne des procès en diffamation. Elle excelle également dans l'intimidation verbale et parfois physique. Sans oublier la censure pure et simple contre certains médias comme *Mediapart* ou encore l'émission *Quotidien*, qui n'ont même pas le droit d'entrer dans leurs meetings. Pour ces journalistes, la couverture d'une manifestation de l'extrême droite peut s'avérer dangereuse. Il n'est pas rare que leur matériel soit cassé, dans le meilleur des cas. Après des années d'entraînement, qui n'a d'ailleurs jamais trop soulevé l'indignation, cette fois, les sbires de la famille Le Pen ne prennent plus de gants.

### Une indépendance qui fait peur

À peine la dissolution annoncée, les cadres frontistes le clament dans les micros : la privatisation de l'audiovisuel public permettra de réaliser des économies. Financières d'abord, et de libertés ensuite. Comme si les journalistes avaient besoin de ce rappel pour comprendre que leur espace de travail se réduit déjà de jour en jour. Entre les procédures baillonnées, le secret-défense, le secret des affaires, la concentration des médias, et la précarisation accrue des journalistes, le journaliste est une espèce en voie d'extinction. Si l'extrême droite arrive au pouvoir et met en route ces funestes projets, l'accès des citoyens à une information honnête et indépendante ne sera plus garanti. Place aux rumeurs de caniveau et aux manipulations nauséabondes.

Sur le plan national, ce plan ferait comme première victime l'investigation. Cette forme de journalisme supporte mal d'être soumise à des cadres contraints tant sur le plan financier que politique. Ce n'est pas sur TF1 que le public pourra regarder une enquête sur l'esclavage moderne utilisé sur les grands chan-

**Si l'extrême droite arrive au pouvoir (...), l'accès des citoyens à une information honnête et indépendante ne sera plus garanti.**

niers du BTP. Pourquoi ? Son propriétaire, le groupe Bouygues, est un des leaders dans cette branche. Même situation pour BFM et RMC, depuis que ces chaînes ont été achetées par Rodolphe Saadé, il n'y aura jamais de sujet sur la pollution engendrée par le transport maritime. Il ne faudra pas non plus compter avec le groupe Bolloré pour couvrir le procès de son patron en Afrique sur les conditions étranges du marché lui attribuant les gestions portuaires. Bien sûr, tout n'est pas perdu, il reste quelques titres de presse écrite comme *Mediapart*, *le Canard enchaîné*, ou encore *le Monde* et *l'Humanité*. Mais l'audience de ces médias reste moindre que celle de l'audiovisuel.

### Sans presse, le terreau du RN

Quitte à noircir encore le tableau, autant regarder la situation en province. Dans la majorité des départements, il ne reste qu'un quotidien papier. Ce dernier appartenant à de grands groupes, la liberté d'expression ne pèse pas lourd face à la rentabilité. Avec les France Bleu et les France 3, un semblant de pluralisme existe. Pourquoi un semblant ? Dans beaucoup de régions, les rédactions traitent toujours les mêmes sujets, souvent de la même manière. Le journalisme de solution ne doit pas déprimer le public. Alors, quand une collectivité lance un programme forcément innovant, il ne faut pas s'interroger sur les conditions douteuses d'un appel d'offres. Au contraire, les journalistes doivent expliquer tous les bienfaits que cet investissement massif aura pour le territoire. Si, après plusieurs mois, le dispositif ne fonctionne pas, il faut mettre en avant toutes les actions menées plutôt que de mettre en cause la gabegie financière.

### Il faut renforcer le service public

Finalement, faut-il supprimer l'audiovisuel public en région ? Absolument pas. Ce sont les seuls espaces qui ne sont pas encore soumis à la pression des annonceurs et des décideurs locaux. Charge aux journalistes sur place de comprendre que la carte de presse n'est pas qu'une carte de réduction. Il ne faut pas oublier que l'extrême droite cartonne dans ces territoires oubliés. Si les lecteurs, futurs électeurs, étaient mieux informés, ils pourraient développer leur esprit critique et s'apercevoir de la supercherie des amis des Le Pen.

Au lieu de vouloir privatiser, la démarche inverse devrait être généralisée. Il faut sortir la presse et les médias de la logique de rentabilité. La recherche de bénéfice rend docile vis-à-vis des annonceurs, et tente de séduire le plus grand nombre. Les lecteurs votent majoritairement à l'extrême droite ? Développons encore plus les faits divers, et dénonçons ces fainéants de chômeurs qui ne savent que profiter du système. En revanche, un grand groupe ferme les usines, l'explication se tournera vers la fatalité des marchés, sans chercher à comprendre plus loin. Ce type de raisonnement est tout simplement abject. La liberté de la presse est un bien suffisamment précieux pour ne souffrir d'aucun compromis. Faut-il vivre à nouveau les heures sombres de Radio Paris ou des journaux collaborationnistes pour comprendre le luxe de la liberté d'information ? ●

# L'EXPRESSION MUSELÉE, LA DÉMOCRATIE EN DANGER



#### SCANDINAVIE

### Finlande, le laboratoire de l'extrême droite

Selon l'ONU, la Finlande est le pays où les habitants sont les plus heureux. Pourtant, depuis la mi-2023, l'extrême droite a intégré le gouvernement grâce à une coalition avec la droite. Leur programme inclut des attaques contre le droit de grève, les prestations sociales, et bien sûr, l'immigration. Ce scénario pourrait bien se répéter en France si le RN obtient une majorité relative à l'Assemblée. L'arrivée, au printemps, d'un nouveau président issu du centre droit n'a pas calmé les ardeurs fascistes du gouvernement. Dès leur prise de pouvoir, ils l'annoncent : pour rééquilibrer les finances, ils visent 6 milliards d'euros d'économies. Comme en France, au lieu de s'en prendre aux grands patrons, ils préfèrent cibler les citoyens ordinaires. Fini l'État providence, l'extrême droite réduit drastiquement les aides sociales. Aides au logement, bourses, indemnités chômage, jours de carence en cas d'arrêt maladie, et formations professionnelles pour les adultes sont fortement limités. Le coup de rabot enlève jusqu'à 500 € par mois à une mère de famille isolée. Mais l'extrême droite ne s'arrête pas là. En Finlande, la culture du dialogue et du consensus social est une tradition. Aujourd'hui, se mettre en grève peut coûter cher si les autorités jugent le mouvement injustifié. Le financement et le droit de réunion des syndicats sont également remis en cause. Les syndicats ne sont même plus conviés à de nombreuses négociations dans les entreprises. L'ensemble des textes contre les syndicats, baptisé « *paix au travail* », a mis plus de 300 000 Finlandais dans les rues en février, sans que le pouvoir ne cède. Le gouvernement s'en prend aussi aux immigrés en restreignant le droit d'asile, les regroupements familiaux, et l'accès à la naturalisation. Il paraît que Bardella rêve, la nuit, d'une France finlandaise. ///

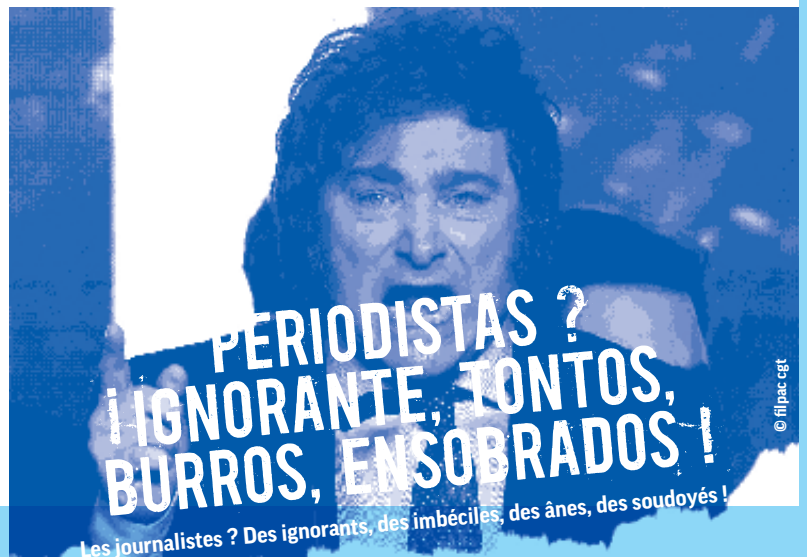
#### ARGENTINE

### TANGO MACABRE POUR LES LIBERTÉS

Javier Milei n'a pas attendu d'être au pouvoir pour s'en prendre aux journalistes. Le président argentin insulte et attaque régulièrement les médias. Quand une question lui déplaît, sa seule réponse est l'invective. Il traite alors les journalistes « *d'ânes* », « *d'imbéciles* », ou encore « *d'ignorants* ». Comme pour ses modèles Trump ou Bolsonaro, ce type de message hystérise ses fans qui n'hésitent pas à s'en prendre aux journalistes, parfois physiquement. Début mars, soit trois mois après son accession au pouvoir, il décide de fermer l'agence de presse Telam. Pour Javier Milei, c'est une agence de propagande. Plus exactement, les 700 journalistes n'écrivent pas toujours dans le sens de cet ancien économiste d'extrême droite. Dès l'annonce effectuée, un dispositif imposant de policiers vient ceinturer le siège de l'agence, empêchant les journalistes d'y pénétrer, même pour récupérer leurs affaires. Cette attaque sans précédent contre la presse argentine s'inscrit dans un contexte de concentration très forte des médias entraînant un pluralisme très réduit. La situation économique catastrophique que continue de traverser l'Argentine n'arrange rien. Ce qui n'empêche pas Javier Milei de supprimer un maximum d'aides publiques à la presse.

#### Le Pen fait les yeux doux à Milei

Le président argentin ne s'attaque pas qu'à la presse. La solidarité, les droits sociaux et du travail sont aussi dans le viseur de Milei avec son décret de nécessité et d'urgence qui veut tout simplement déréguler entièrement l'économie en abrogeant ou modifiant plus de 300 normes. Il veut, par exemple, porter la période d'essai de 3 à 8 mois, réduire les indemnités en cas de licenciement, limiter le droit de grève, permettre le licenciement en cas de blocage ou d'occupation du lieu de travail. Mais ce n'est pas tout, il veut aussi asphyxier l'enseignement supérieur et arrêter les plans d'aide alimentaire pour les organisations sociales. Deux grandes grèves générales fin janvier et début mai ont ralenti la mise en place de ses plans. Jusqu'à quand le peuple argentin pourra-t-il lui résister ? Après sa victoire, le RN n'a pas montré un enthousiasme fou. Peut-être que le parti lepéniste, qui cherche par tous les moyens à dissimuler sa philosophie antisociale et réactionnaire, ne désire pas que ce soutien à Milei lui revienne comme un boomerang. Mais en tout cas, fin mai, Marine Le Pen a tenu un meeting en compagnie de Javier Milei à Madrid pour parler d'immigration, sans que cela ne lui pose le moindre souci. ///



# L'ACTU DE RUST

ROUILLE : oxyde de fer qui recouvre le fer et l'acier lorsqu'ils ont pris l'humidité ; synonyme : altération. Traduction en anglais : RUST. Dessinateur, RUST a rejoint depuis plus de cinq ans le pôle communication de la Filpac. Très prolifique lorsqu'il s'agit d'illustrer l'activité de nos filières et de caricaturer les patrons de nos entreprises, il trouve encore le temps (et l'inspiration !) pour « croquer l'actualité » au fil de son humeur, qu'il a généralement... « mauvaise »... Regard vif, crocs acérés, esprit frondeur et anticonformiste, RUST possède toutes les armes du parfait prédateur de la connerie humaine et de ses pires représentants.

## RIONS UN PEU AVEC LE RN...

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE:  
LE TERRORISME POLITIQUE DE MACRON!...



FAITES-LUI CONFIANCE ???



EXTRÊME DROITE?  
LES RACINES DUMAL!!



L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR:  
ADIEU LA LIBERTÉ DE LA PRESSE!!



# AVANT D'EN PLEURER BEAUCOUP!!

## RN ET JO 2024



## LE RN NE VEUT PAS DE ZEMMOUR!!...



## CIOFFI VEND SON COL AU RN!!...



## NON AU RN!! NON A LA HAÏNE!!



## TABLE RONDE SUR L'EXTRÊME DROITE Ras le front !



*les extrémistes, alors que l'Europe s'est bâtie pour lutter contre le fascisme. Les médias, en traitant l'extrême droite comme un parti ordinaire, lui ont donné crédibilité et respectabilité ».*

### Problème de vocabulaire

Les journalistes eux-mêmes sont tombés dans le piège de la sémantique. En France, par exemple, Marine Le Pen demande depuis des années que le Rassemblement national ne soit plus classé comme d'extrême droite, sous peine de poursuites en diffamation. Conséquence : de nombreux journalistes ont cessé d'appeler le RN un parti d'extrême droite ! Ces formations politiques bénéficient également du soutien financier de Vladimir Poutine, sauf en Italie et en Pologne.

Tony Berggren, un responsable suédois d'Uni Graphic, a observé la montée des "Démocrates de Suède". « *Au départ, ce mouvement n'avait pas d'importance* » décrit Tony. Fondé par des néonazis et gardé par des skinheads, le parti a adouci son image tout en maintenant ses idées. Cette stratégie a porté ses fruits, les Démocrates de Suède se classant en deuxième position aux dernières législatives. Malgré ces changements apparents, le fond reste le même : « *Ils attaquent les journalistes, veulent détruire les services publics et espèrent le retour de Trump à la Maison Blanche* » affirme Tony. Ces perspectives inquiétantes nécessitent une organisation, martèle le syndicaliste suédois.

### « La bête va être lâchée contre nous »

Après l'analyse, il est temps de passer à l'action. Comment ? « *Il ne faut pas laisser faire leur propagande* » lance Alexandre Sare. « *C'est au café qu'il faut en parler immédiatement. Il faut expliquer aux salariés qu'en votant RN, ils votent contre eux-mêmes. Le combat doit se mener dans les entreprises.* » Jean Gersin approuve sans détour : « *Il faut intervenir de manière coordonnée. Nous en avons le devoir ! Peu importe Bolloré et son CNews. Sortons notre matériel et tenons des meetings partout !* » La bataille des idées passe par des explications claires. Car l'extrême droite au pouvoir serait une catastrophe pour les salariés et leurs représentants. Ces mouvements, grâce notamment à leur présence au Parlement européen, ont fait évoluer leur nationalisme protectionniste en une forme de libéralisme fondé sur une identité raciste. Pour Jean Gersin, cela ne fait aucun doute : « *Ce sera hyperagressif envers les salariés. Ils pensent que les syndicats comme la CGT n'ont pas leur place. La bête va être lâchée contre nous. Ils ne nous oublieront pas.* »

Devant un auditoire de la CGT, ce discours semble facile, mais des sondages montrent que plus de 20 % des adhérents votent pour l'extrême droite. Pendant ce comité à Martigues, certains se sont montrés agacés : « *On peut voter pour qui on veut. C'est ça, la démocratie !* » Faux ! Il faut relire les statuts de la CGT, et notamment son préambule : « *La CGT agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions.* »

Les idées d'extrême droite n'ont pas leur place dans le syndicat. ●

JÉRÉMIE DEMAY

**D**aniel Fernandez, d'Uni Graphic, ne mâche pas ses mots : « *L'extrême droite est une réaction du capitalisme.* » Pour ce jeune Espagnol, la meilleure arme pour contrer ces idées nauséabondes reste l'information. Il prend pour exemple Joseph Goebbels, le chef d'orchestre de la propagande nazie, qui utilisait tous les outils modernes à sa disposition : journaux, radio, cinéma, affiches. « *Il a d'abord viré tous les journalistes opposés, puis pris le contrôle de la radio, offrant ensuite un poste à chaque famille* » explique Daniel. La propagande s'invite ainsi chaque jour dans les salons, rendant ses messages insidieux et efficaces. Il est impossible d'annoncer soudainement : « *Nous avons un ennemi intérieur, c'est lui.* » Cette manipulation, méthodique et pernicieuse, date de quatre-vingt-dix ans, mais l'histoire semble se répéter. « *Aujourd'hui, la concentration des médias permet de dominer les discussions publiques,* affirme Daniel. *Il n'y a pas d'espace pour les idées, à part si elles sont libérales et d'extrême droite.* »

Le matin, les médias se focalisent sur le buzz du jour, relayé en boucle jusqu'à être remplacé par un autre à la mi-journée, puis par un autre sujet le soir. Les experts se succèdent, commentant des faits divers souvent sordides, tandis que les sujets réellement importants manquent de temps et de profondeur. Cette domination médiatique est le fait de quelques milliardaires, avides d'influence politique : « *C'est exactement la même procédure, pas à pas, que chez les nazis,* explique Daniel. *La réaction en Europe est la même. Ils essaient de calmer*

**Les idées d'extrême droite n'ont pas leur place dans le syndicat.**

## TABLE RONDE SUR L'INDUSTRIE ET L'ENVIRONNEMENT

# Se donner les moyens du changement

 ANNE DUVIVIER

**Est-il possible, et comment y parvenir ? – d'adapter notre production industrielle à la préservation de notre environnement, dans le contexte de dérèglement climatique qui impose de nouvelles contraintes ?**  
**Prélude à la journée qui a réuni 700 participants sur ce thème à Montreuil, le 28 mai dernier, le comité a planché sur la question avec réflexions et témoignages issus du terrain. Une séance animée et foisonnante.**

+2

*degrés d'ici 2050, + 4 en 2100, les perspectives sont affolantes alors que nous assistons déjà à des événements dramatiques avec + 1,5 degré de réchauffement, l'élévation du niveau des mers, 250 millions de réfugiés à l'horizon 2050* » rappelle en

introduction Sébastien Menesplier, de la Cgt Énergie, qui énumère nos nombreux défis : limiter les gaz à effet de serre, limiter l'utilisation des ressources, minerais, bois, eau ; limiter les rejets polluants ; cesser l'artificialisation des sols ; adapter nos outils de production, notre organisation... « *Même notre manière de vivre est en cause.* »



**« Mais on ne trouve pas de papier dans l'océan ! »**

### Débattre et dépasser nos contradictions

La Cgt, doit se saisir de ces questions, même si la disparition des CHSCT ne permet plus de traiter correctement ces problèmes, les CSE, à la peine, constate-t-il, par manque de temps, de formation des militants. Sans minimiser les opinions contraires au sein de nos instances, « *On ne parle pas d'une seule et même voix de l'énergie* », Sébastien insiste : « *Nous devons débattre et dépasser nos contradictions, nous donner les moyens par des outils et la formation d'aider les militants à réfléchir aux moyens du changement.* »

Florian Fauchon, de Secafi, dénonce, lui, les arguments spécieux, le « papier bashing » – le papier censé détruire nos forêts et polluer – servis par le puissant lobby du plastique, qui serait plus écolo que le carton parce que réutilisable, « *Mais on ne trouve pas de papier dans l'océan !* »

« *Le patronat, avec l'environnement, cherche avant tout à récupérer des subventions* », explique Carlos Tunon, secrétaire général de la Filpac. Si une papeterie se dote d'une chaudière à biomasse, les bénéficiaires ne reviennent pas aux salariés. Certaines papeteries revendent très cher l'énergie, en se moquant de la pâte à papier produite. « *Nos syndicats patronaux sont incapables de promouvoir le papier.* »

### Une économie à consolider d'urgence

De surcroît, nos forêts sont mal entretenues depuis la tempête (« *sous-exploitées, sous-utilisées !* ») dénonce Patrick Bauret, ancien secrétaire général de la Filpac) et le nombre de propriétaires privés énorme. Et pourtant, le bois, le papier appartiennent à cette économie circulaire à consolider d'urgence, insiste Florian Fauchon. Il est essentiel de se projeter à long terme au regard des risques, et non de continuer à considérer le seul intérêt immédiat.

Dans l'auditoire, les témoignages et les propositions affluent sur les réflexions en cours, pêle-mêle les actions de recyclage ici et là, mais aussi l'évasion fiscale – « *On nous vole les sous !* », la question cruciale de l'eau, en toile de fond, – « *Si demain on n'a pas d'eau pendant trois mois, l'usine est fichue !* » –, la déception devant l'inaction de maires, même écolos. Penser, produire et consommer local, s'équiper de panneaux solaires pour sa production domestique... mais qu'en pense EDF ?

« *Informé est une chose, observe, depuis la salle Patricia. Mais documenter ? Il nous manque des chercheurs, des spécialistes. Nous avons besoin de travailler sur nos synergies.* » Démarche en cours, approuve Sébastien qui esquisse les contours du collectif confédéral existant déjà et la nécessité de « *ne pas se priver d'expertise* ».

Logiquement, il plaide pour un service public s'appuyant sur les petites productions locales. « *Il faut changer radicalement de politique énergétique en France. On a besoin de retrouver du sens dans l'organisation du service public, et va plus loin : L'économie sociale et solidaire est peut-être l'avenir de la planète. Mais il faut virer cette politique néolibérale.* » ●

Dans le droit fil de ces réflexions passionnées, la Cgt publie 22 propositions, à retrouver en ligne : <https://ie.cgt.fr/proposition/>



Thierry Camusso est élu au CSE de La Provence. L'arrivée de la Filpac CGT dans ce bastion de FO n'a pas été de tout repos. Grâce au travail sérieux de ce syndicaliste, les accointances de l'ancien syndicat majoritaire avec la direction ont été révélées, convainquant ainsi les salariés de ne plus lui faire confiance.

# J'ai reçu des menaces contre moi et ma famille

 JÉRÉMIE DEMAY

## Comment s'est passée l'installation de la Filpac CGT à La Provence ?

**Thierry Camusso, élu au CSE de La Provence :** Nous n'étions pas nombreux il y a encore quelques années. Nous avons fait ce qu'il fallait pour motiver les troupes. Il y avait des magouilles au niveau de la direction, pas mal d'argent avait disparu... Quand nous avons soulevé ces lièvres, nous avons découvert qu'un membre d'un autre syndicat avait touché des primes étonnantes. Nous avons réussi à obtenir ses bulletins de paie, qui ont confirmé l'information. Nous avons fait remonter ces informations aux salariés, ce qui a provoqué un tollé. On a commencé à révéler ce qui n'allait pas dans l'entreprise, et de nombreux travailleurs ont adhéré à nos propos. Finalement, nous avons fédéré de nombreux collègues. Avant les élections, notre propriétaire était Bernard Tapie, et la gestion posait plusieurs problèmes. L'entreprise allait très mal. Nous avons découvert que la direction s'octroyait des primes et se gavait. Les salariés, eux, n'avaient jamais rien. Pour la NAO, ils nous avaient proposé une augmentation de, si je me souviens bien, environ 0,05 % ! Nous ne pouvions pas

accepter cela. Nous sommes allés dans les ateliers pour en parler avec les camarades, et nous nous sommes mis en grève, car seul le rapport de force paie. Les gens nous ont suivis, et nous avons gagné.

## FO a toujours été majoritaire à La Provence ?

Oui. C'était historique. Aujourd'hui, nous avons trois élus du SNJ, trois élus de la Filpac, et trois élus de FO. Il y a aussi un élu de la CFDT et un autre de la CFE-CGC. Nous sommes maintenant à égalité. C'est une première dans l'histoire de La Provence.

## Comment avez-vous fait ?

Nous avons d'abord demandé le vote électronique. De plus, suite à notre grève, les gens nous ont suivis. C'est pour cela que nous avons obtenu un bon score.

## Le travail syndical finit donc par payer...

Cela fait des années que les gens se faisaient un peu manipuler par FO. En fait, FO et la direction marchaient ensemble. Quand nous avons révélé les fiches de paie du secrétaire général de FO à La Provence, nous avons découvert qu'il recevait des primes de 8 000 euros, parfois 12 000 euros. Nous, nous n'avions presque rien. Cette révélation a mis le feu aux poudres. Après cela, nous avons continué sur notre lancée. Nous avons réussi à obtenir, pour les salariés techniques, la reconnaissance de l'ancienneté.



“

**On a commencé à révéler ce qui n'allait pas dans l'entreprise, et de nombreux travailleurs ont adhéré à nos propos. Finalement, nous avons fédéré de nombreux collègues.**

Thierry Camusso, élu CSE de *La Provence* ”

#### Aujourd'hui, comment se déroulent les négociations ?

Nous sommes une quarantaine d'adhérents. Quand la direction est en face de nous, elle nous écoute.

#### Les syndiqués de FO ne doivent pas être heureux de voir la Filpac CGT grandir et gagner en crédibilité ?

Bien sûr que non. Ils ont tout fait pour nous bloquer. Au départ, c'était FO Livre. Quand ils se sont aperçus que leur secrétaire général recevait des primes, ils ont carrément changé de section syndicale. Un petit groupe ne veut rien lâcher. Pour eux, c'est viscéral, ils n'aiment pas la CGT.

#### Quand tu dis « ils n'aiment pas la CGT », que veux-tu dire ?

J'ai reçu des menaces contre moi et ma famille. Ils venaient même devant chez moi. J'ai pris un coup de poing... et j'en passe.

**Il y a beaucoup d'actualité à *La Provence* ! Déjà, gérer le propriétaire Rodolphe Saadé qui s'immisce partout. On trouve aussi le dossier du rapprochement entre les deux centres d'impression de *La Provence* et de *Nice-Matin*...**

Je n'aime pas ce mot, mais c'est la massification dans un gros centre d'impression avec les deux titres. Ils sont en train de nous préparer quelque chose. C'est pour cela que nous restons vigilants. Chaque fois que nous avons des réunions avec eux, nous faisons en sorte d'imposer notre point de vue et non le leur. C'est à nous d'être acteurs pour ne pas subir. Plus le temps passe, plus les négociations s'annoncent difficiles.

#### La crédibilité de la Filpac CGT aide-t-elle dans ce genre de période ?

Bien sûr que cela nous aide. Nous ne sommes plus seuls. D'autant que nous sommes aidés par les camarades de la Filpac CGT de *Nice-Matin*. Maintenant, nous pesons vraiment. ●

## Le hasard fait bien les choses

JD

**P**our son premier congrès de la Filpac CGT, Julien Turquin est arrivé tout timide. Ses cheveux blonds coupés courts accentuent la jeunesse de son visage. Sa voix discrète est empreinte d'un accent du Nord-Est : « *Je suis ardennais* », lance-t-il après quelques phrases d'introduction. Fier de ses origines, il l'est également de son métier : « *Je suis papetier et conducteur de machine à papier à Sault-lès-Reithel pour Smurfit Kappa.* » L'an passé, il a participé à une rencontre intersyndicale au sein du groupe Smurfit Kappa. « *Moi, je ne connais que le carton.* » Forcément, devant la pluralité des métiers représentés à la Filpac CGT, cela l'a changé. « *Je trouve ça bien. Ça permet d'échanger sur les différentes problématiques. La presse, le livre, je ne connaissais pas !* »

#### « Je m'implique du mieux que je peux »

Il est entré dans le syndicat presque par hasard. « *Je n'étais pas prédestiné à venir à la Filpac. On m'a proposé et j'ai accepté de me laisser séduire par cette aventure.* » Pour lui, au départ,



la première mission du syndicat consistait à organiser toute la vie de l'usine, « *c'est-à-dire toute la vie sociale de l'usine, comme l'organisation du concours de pêche, de l'arbre de Noël pour les salariés et leurs familles* ». Déterminé, Julien a pris les dossiers à bras-le-corps, puis il a découvert l'autre facette du syndicalisme, certainement la plus essentielle et la plus enivrante : la défense des travailleurs. « *Quand je me lance dans quelque chose, je m'implique du mieux que je peux. J'ai bien été aidé par mon délégué syndical qui m'a mis sur cette voie. Maintenant, je suis plus impliqué dans la défense des droits des salariés, la lutte pour nos droits syndicaux*

*et l'amélioration des conditions de travail.* »

#### S'ouvrir aux autres

Julien reçoit des retours positifs sur son travail de syndicaliste. Cependant, il garde les pieds sur terre et sait qu'il a encore beaucoup de choses à apprendre. D'ailleurs, il a déjà repéré une formation qu'il aimerait suivre. « *Le module sur la formation pour inclure le handicap dans le monde du travail était intéressant. Comme dans toutes les usines, il y a forcément des camarades qui sont handicapés sans en avoir conscience. J'ai un collègue dans mon équipe qui est reconnu travailleur handicapé. Donc, oui, ça me parlait. C'est pour ça que je vais suivre cette formation pour pouvoir répondre à ses attentes.* »

Un autre défi attend Julien : celui de convaincre de nouveaux salariés de se syndiquer. « *Les trois quarts de l'effectif ne se sentent pas concernés et ne se rendent pas compte du travail et de l'implication que cela demande.* » Il ne lui reste plus qu'à le leur expliquer pendant un concours de pêche. ●

# Relevons la tête et agissons !



 JD

**P**atricia Vieillescazes est une figure emblématique de la Filpac CGT. Son franc-parler et son expérience lui permettent de s'exprimer sans détour. Avant d'intégrer *Ouest France*, elle a travaillé à *l'Équipe* et à *France 3*, où elle possédait la carte de presse, comme tout iconographe. Cependant, elle ne l'a pas obtenue dans son journal actuel. « *Je travaille au cœur de la rédaction, parmi mes collègues journalistes, mais à Ouest France, ma carte de presse n'est pas reconnue. C'est un problème interne à mon entreprise* », explique-t-elle d'un ton posé, avec un regard teinté d'amertume.

#### « Nous devons être plus combatifs »

Mais d'autres préoccupations la hantent actuellement, notamment la montée inexorable de l'extrême droite, un des thèmes centraux de ce comité. « *Nous devons être plus combatifs, mais pour moi, il est trop tard. Nous sommes à trois mois des élections européennes. Les jeux sont faits. Nous avons*



**Nous en avons discuté avec des camarades de Ouest Média, mais comment aborder le vote RN ? C'est ce sur quoi nous devons travailler et discuter entre nous.**

Patricia Vieillescazes



*manqué d'anticipation. Maintenant, il faut surtout préparer les élections présidentielles. Il faut mettre notre syndicat en action* », insiste Patricia. À ses yeux, il ne fait aucun doute que le problème est global et le danger imminent. Lorsque Jean Gersin déclare : « *Je me moque de Bolloré et de son CNews. Sortons notre matériel et organisons des meetings dans 1000 endroits différents* », Patricia, animée d'un optimisme inébranlable, acquiesce : « *Nous en avons discuté avec des camarades de Ouest Média, mais comment aborder le vote RN ? C'est ce sur quoi nous devons travailler et discuter entre nous. Il faut en parler dans les entreprises et ailleurs. Notre rôle s'étend aussi aux cercles d'amis et aux quartiers. Nous sommes implantés dans les entreprises, mais également dans la société.* »

#### « Il faut reconquérir la ruralité »

Patricia identifie également un autre axe de lutte contre l'extrême droite : le portage de presse, une cause chère à la Filpac CGT. « *Lorsque nous, les médias, arrêtons de distribuer nos journaux dans les campagnes reculées parce que cela coûte trop cher, nous ne remplissons plus notre mission de démocratie. Dans les campagnes profondes, non concernées par l'immigration, les gens ont des préjugés... Nos patrons de presse en sont responsables. Nous n'apportons plus l'information. Il faut reconquérir la ruralité. Oui, cela coûte cher, mais travaillons sur les statuts des porteurs de presse. Tout est lié.* » Pour Patricia, l'extrême droite n'est pas une fatalité. Il faut la combattre par l'intelligence et mettre fin à cette désinformation permanente. « *Relevons la tête et agissons !* » conclut-elle. ●

NOUVEAU

FRONT  
POPULAIRE

Contrat

de

législature

Reprise du texte intégral du **Contrat de législature du Front populaire** diffusé par voie de presse

## Préambule

*Le Nouveau Front Populaire rassemble des femmes et des hommes issus d'organisations politiques, syndicales, associatives et citoyennes qui s'unissent pour construire un programme de rupture avec la politique d'Emmanuel Macron, répondant aux urgences sociales, écologiques, démocratiques et pour la paix.*

*Nous combattons le projet raciste et de casse sociale de l'extrême droite et voulons l'empêcher d'arriver au pouvoir. Nous refusons les attaques contre nos libertés démocratiques et la répression vis à vis des forces sociales et associatives, particulièrement bafouées ces dernières années. Nous luttons contre la multiplication des discours de haine et contre la prolifération des menaces et des violences qui abîment notre démocratie.*

*C'est pourquoi notre majorité et nos parlementaires s'engagent à porter ces principes éthiques tout au long de la mandature en refusant la diffusion de fausses informations, la calomnie, le cyberharcèlement, et les incitations à la haine, y compris sur internet.*

*En donnant une majorité de députés au Nouveau Front Populaire, les Françaises et les Français écriront une nouvelle page de l'histoire de France.*

*Les 30 juin et 7 juillet, votez pour le Nouveau Front Populaire !*

## PARTIE 1 | 15 premiers jours

### La rupture

Une seule priorité pour le gouvernement du Nouveau Front Populaire dès son installation : répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français.

Nous en finirons avec la brutalisation et la maltraitance des années Macron. Nous adopterons immédiatement 20 actes de rupture pour répondre à l'urgence sociale, au défi climatique, à la réparation des services publics, à un chemin d'apaisement en France et dans le monde. Pour que la vie change dès l'été 2024.

#### Décréter l'état d'urgence sociale

- Bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants par décret, et renforcer le bouclier qualité-prix pour les outre-mer
- Abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans, ainsi que les réformes de l'assurance-chômage
- Augmenter le minimum contributif (pension de retraite pour une carrière complète) au niveau du SMIC et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté
- Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600€ net, par la hausse de 10% du point d'indice des fonctionnaires (intégralement compensée pour les collectivités territoriales), augmenter les indemnités des

- stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants
- Engager les négociations commerciales en garantissant un prix plancher et rémunérateur aux agriculteurs et en taxant les superprofits des agro-industriels et de la grande distribution
- Revaloriser les APL de 10 %

## Relever le défi climatique

- Décréter un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières
- Adopter un moratoire sur les méga-bassines
- Mettre en place des règles précises de partage de l'eau sur l'ensemble des activités

## Défendre le droit au logement

- Relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliard d'euros annuels
- Créer les places d'accueil d'hébergement d'urgence permettant un accueil inconditionnel et procéder dans les situations d'urgence à la réquisition des logements vides nécessaires pour loger les sans-abris

## Réparer les services publics

- Organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public afin d'éviter la saturation pendant l'été, proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels
- Redonner à l'école publique son objectif d'émancipation en abrogeant le « choc des savoirs » de Macron, et préserver la liberté pédagogique
- Faire les premiers pas pour la gratuité intégrale à l'école : cantine scolaire, fournitures, transports, activités périscolaires
- Augmenter le montant du Pass'Sport à 150 euros et étendre son utilisation au sport scolaire en vue de la rentrée

## Apaiser

- Relancer la création d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire
- Déployer de premières équipes de police de proximité, interdire les LBD et les grenades mutilantes, et démanteler les BRAV-M

## Retrouver la paix en Kanaky-Nouvelle Calédonie

- Abandonner le processus de réforme constitutionnelle visant au dégel immédiat du corps électoral. C'est un geste fort d'apaisement qui permettra de retrouver le chemin du dialogue et de la recherche du consensus.

À travers la mission de dialogue, renouer avec la promesse du « destin commun », dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et d'impartialité de l'État, en soutenant la recherche d'un projet d'accord global qui engage un véritable processus d'émancipation et de décolonisation.

## Mettre à l'ordre du jour des changements en Europe

- Refuser les contraintes austéritaires du pacte budgétaire
- Proposer une réforme de la Politique agricole commune (PAC).

# L'urgence de la Paix

## Promouvoir une diplomatie française au service de la paix

Faire des propositions en vue d'une diplomatie de promotion des biens communs planétaires :

- Une diplomatie qui préserve notre environnement : reconnaissance du crime d'écocide, protection des fonds marins, défense de la gestion des pôles comme biens communs de l'humanité, soutenir la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale
- Une diplomatie au service de la santé : défendre la levée des brevets sur les vaccins et les moyens médicaux de lutte contre les pandémies
- Une diplomatie qui garantit la démilitarisation et la dépollution de l'espace
- Adopter une diplomatie féministe en augmentant les financements internationaux pour les droits des femmes et en poussant l'adoption de la clause de la législation la plus favorisée en Europe
- Faire respecter l'engagement de la France d'attribuer 0,7% de son RNB à l'aide publique au développement

## Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale : défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix.

## Agir pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et pour une paix juste et durable

- Rompre avec le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Netanyahu pour imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza et faire respecter l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui évoque, sans ambiguïtés, un risque de génocide
- Agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas, dont nous rejetons le projet théocratique, et pour la libération des prisonniers politiques palestiniens
- Soutenir la Cour Pénale Internationale (CPI) dans ses poursuites contre les dirigeants du Hamas et le gouvernement de Netanyahu
- Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU
- Décréter un embargo sur les livraisons d'armes à Israël
- Infliger des sanctions contre le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu tant que celui-ci ne respecte pas le droit international à Gaza et en Cisjordanie
- Demander la suspension de l'accord d'association Union européenne - Israël, conditionné au respect des droits humains
- Permettre l'organisation d'élections libres sous contrôle international pour permettre aux Palestiniens de décider de leur destin

- Faire respecter la souveraineté du Liban et la protection des 700 Français engagés sous casque bleu pour le droit international

## PARTIE 2 | 100 premiers jours

# L'été des bifurcations

Passés les 15 premiers jours, une session extraordinaire s'ouvrira à l'Assemblée nationale, où les groupes du Nouveau Front Populaire sont majoritaires, puis une seconde à la rentrée, après la fin des Jeux Olympiques et Paralympiques. Le Parlement tient une place beaucoup plus importante dans le type de gouvernement promu par le Nouveau Front Populaire. Les députés sont particulièrement associés et / ou à l'initiative de 5 paquets législatifs pour amorcer les grandes bifurcations dont le pays a besoin. D'abord, à la suite des mesures d'urgence par décret, la présentation d'une grande loi permet de rattraper et d'améliorer la situation sociale des Français grandement paupérisés par 7 ans de macronisme et 3 ans d'inflation. Deux grandes lois permettront d'entamer la reconstruction des deux services publics les plus cruciaux : santé et éducation. Une loi énergie climat permettra de jeter les bases de la planification écologique. Enfin, le premier projet de loi de finances rectificative sera présenté pour abolir les privilèges des milliardaires.

### Faire une grande loi pour le pouvoir d'achat

- Organiser une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification
- Indexer les salaires sur l'inflation et porter l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) au niveau du SMIC
- Abolir la taxe Macron de 10% sur les factures d'énergie, annuler la hausse programmée du prix du gaz au 1er juillet, plafonner les frais bancaires, faire la gratuité des premiers kWh, abolir les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz (hors trêve hivernale), annuler les réformes Macron sur le revenu de solidarité active (RSA)

### Faire une grande loi santé

- Réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux et rétablir des permanences de soin des soignants libéraux dans les centres de santé
- Conditionner l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence des soins et à la garantie d'un reste à charge zéro
- Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aidessoignants, personnels administratifs) et de revalorisation des métiers et des salaires
- Créer un pôle public du médicament avec renforcement des obligations de stocks
- Interdire tous les polluants éternels (PFAS) pour toutes les utilisations, notamment les ustensiles de cuisine

### Faire une grande loi éducation

- Réduire les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves
- Moduler les dotations des établissements scolaires – y compris privés – en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale
- Démocratiser l'université en abolissant Parcoursup et la sélection dans l'université publique, instaurer le repas à 1 euro dans les Crous

- Investir dans l'Éducation nationale à hauteur des besoins en engageant la revalorisation des grilles de salaires, en réinvestissant dans les locaux scolaires, en renforçant les effectifs de la médecine scolaire - en garantissant le nombre de personnels par établissement - et de la vie scolaire en reconnaissant leur rôle pédagogique, en créant un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, en formant et titularisant les actuelles accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH)
- Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans pour les personnes indépendantes fiscalement et dès 16 ans pour les élèves de l'enseignement professionnel)

### Entamer la planification écologique

- Faire voter une loi énergie-climat
- Inscire le principe de la règle verte
- Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050
- Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes
- Accélérer la rénovation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, etc)
- Renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production)
- Faire de la France le leader européen des énergies marines avec l'éolien en mer et le développement des énergies hydroliennes
- Revenir sur la fusion entre l'Agence de sûreté nucléaire (ASN) et l'Institut de recherche sur la sûreté nucléaire (IRSN)
- Refuser la privatisation des barrages hydroélectriques

### LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISMES, CONTRE L'ANTISÉMITISME ET L'ISLAMOPHOBIE

Au moment où l'extrême droite menace, nous rappelons que la parole et les actes racistes, antisémites et islamophobes se propagent dans toute la société et connaissent une explosion inquiétante, sans précédent. Aucune tolérance n'est de mise face à ces menaces et à ces comportements d'où qu'ils viennent.

S'attaquer à nos compatriotes pour leur couleur de peau ou leur religion supposée ou réelle, c'est s'attaquer à la République. En voir certains quitter ou vouloir quitter notre pays est un échec collectif.

#### Nous nous engageons à :

- Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites
- Instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel
- Adopter et mettre en oeuvre un plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions

L'antisémitisme a une histoire tragique dans notre pays qui ne doit pas se répéter. Tous ceux qui propagent la haine des juifs doivent être combattus.

Nous proposerons un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment

à l'école et contre ses effets sur la vie des populations qui le subissent.

Une autre haine cible particulièrement les musulmans ou les personnes assimilées à cette religion. Elle découle notamment de l'omniprésence des discours islamophobes dans certains médias, de presse écrite ou audiovisuelle.

Nous proposerons un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'islamophobie en France, et contre ses effets sur ceux qui la subissent.

Nous assurerons la sécurité des lieux culturels et culturels (juifs, musulmans, chrétiens) de notre pays en renforçant si nécessaire toutes les mesures de protection policières dont elles bénéficient.

## Abolir les privilèges des milliardaires

Adopter un projet de loi de finances rectificative le 4 août, pour se doter d'une politique fiscale juste avec notamment les mesures suivantes :

- Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches
- Rendre la CSG progressive
- Rétablir un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) renforcé avec un volet climatique
- Supprimer la flat tax et rétablir l'exit tax
- Supprimer les niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes
- Réformer l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif en ciblant les plus hauts patrimoines et instaurer un héritage maximum
- Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés

## PARTIE 3 | Les mois suivants

# Les transformations

**Une fois ces grands chantiers lancés, tout reste à faire pour tout changer ! Ce sera la tâche du gouvernement et des députés du Nouveau Front Populaire, en lien constant avec la société mobilisée, notamment les syndicats, associations, collectifs. L'ambitieux programme législatif de transformation que le Nouveau Front Populaire se fixe pour les mois suivants est largement issu des propositions et revendications produites par cette société mobilisée. Sa cohérence globale c'est l'application pleine et entière du programme suivant : liberté, égalité, fraternité. Son cap c'est l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.**

## Le service public est de retour

- Lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, dans le soin et le médico-social, à l'école publique, dans la justice, dans les services et les agences de l'État, en revalorisant les métiers et les salaires
- Garantir l'accès aux services publics à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire par un plan d'investissement : personne ne doit habiter à plus de trente minutes d'un accueil physique des services publics
- Garantir l'accès à chaque famille à un mode de garde adapté grâce à un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places en crèches ou autre solution de garde
- Organiser des états généraux des quartiers populaires et des états généraux des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale, notamment dans les services publics

- Lancer un plan Grand âge en rénovant les EHPAD, en augmentant et en formant les professionnels du grand âge
- Interdire des placements hôteliers dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance et interdire les sorties sèches à 18 ans
- Faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse

## Garantir le droit au logement

Construire 200 000 logements publics par an pendant cinq ans aux normes écologiques les plus ambitieuses.

Adopter une grande loi pour garantir le droit au logement effectif comprenant notamment :

- L'abrogation de la loi Kasbarian qui criminalise les locataires et l'interdiction des expulsions locatives pour impayés sans proposition de relogement
- L'encadrement des loyers de manière obligatoire dans les zones tendues ainsi que des prix du foncier
- La garantie universelle des loyers pour sécuriser les propriétaires et les locataires
- Aucune remise en cause de la loi SRU et l'aggravation des sanctions contre les communes hors la loi
- L'ouverture du prêt à taux zéro à tous les ménages primo accédants sans distinction géographique ou entre neuf ou ancien

## Le nouveau droit à la retraite

- Réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans
- Rétablir les facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron
- Prendre en compte le RSA pour valider des trimestres en vue de la retraite
- Indexer le montant des retraites sur les salaires
- Soumettre à cotisation les dividendes, la participation, l'épargne salariale, les rachats d'action, les heures supplémentaires
- Augmenter de 0,25 point par an pendant 5 ans les cotisations vieillesse et moduler les cotisations sociales patronales
- Créer une surcotisation sur les hauts salaires

## Vers une 6<sup>e</sup> République

- Abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions :
- Instaurer la proportionnelle
- Revitaliser le parlement
- Abroger le 49.3
- Défendre la décentralisation effective en renforçant la démocratie locale dans l'unité de la République
- Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et renforcer le référendum d'initiative partagée en abaissant notamment le seuil de signatures citoyennes pour son déclenchement
- Passer à une 6<sup>e</sup> République par la convocation d'une assemblée constituante citoyenne élue

## Sûreté, Sécurité et Justice

- Assurer la sécurité de la population par le rétablissement de la police de proximité, la suppression de la réforme Darmanin qui a affaibli la police judiciaire, le maintien de l'ensemble des gendarmeries, l'augmentation des effectifs de police judiciaire, technique, scientifique, du renseignement, des unités en charge du narcotrafic, de la délinquance financière, du trafic

d'êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux

- Revoir et allonger la formation des policiers
- Mettre en place un nouveau code de déontologie, supprimer l'IGPN et l'IGGN et les remplacer par un nouvel organisme indépendant, rattaché à la Défenseure des droits
- Augmenter les moyens de la justice pour garantir un traitement juste et dans un délai raisonnable de l'ensemble des procédures, notamment par l'embauche de magistrats, greffiers, agents de la protection judiciaire de la jeunesse
- Agir contre la surpopulation carcérale, assurer des conditions dignes de détention et donner les moyens à l'administration pénitentiaire et judiciaire de réaliser sa mission en toute sécurité
- Mettre en place les récipiessés pour les contrôles d'identité
- Faire bifurquer l'économie et réindustrialiser la France
- Engager un plan de reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France et de l'Europe dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, technologies de pointe, voitures électriques, panneaux solaires, etc)
- Réaliser un diagnostic préalable des ressources naturelles avant implantation industrielle
- Encadrer la sous-traitance, garantir la responsabilité du donneur d'ordre et mettre en place des quotas de sous-traitants issus du tissu de TPE/PME et de l'artisanat local
- Conditionner les aides aux entreprises au respect de critères environnementaux, sociaux et de lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise. Les inscrire dans une stratégie industrielle publique. Exiger le remboursement des aides en cas de non-respect des contreparties
- Faire des salariés de véritables acteurs de la vie économique, en leur réservant au moins un tiers des sièges dans les Conseils d'Administration et en élargissant leur droit d'intervention dans l'entreprise
- Réglementer la banque et la finance pour éviter de nouvelles crises et financer l'économie réelle :
- Augmenter les réserves des banques pour faire face aux risques climatiques
- Zero financement des banques pour les énergies fossiles en commençant par les nouveaux projets
- Taxation renforcée des transactions financières
- Créer un droit de préemption pour permettre aux salariés de reprendre leur entreprise sous la forme d'une coopérative
- Accompagner les reprises des entreprises en SCOP par les salariés
- Créer un pôle public bancaire s'appuyant sur la caisse des dépôts et des consignations et la banque publique d'investissement qui aura notamment pour tâche d'affecter la collecte de l'épargne réglementée vers les besoins sociaux et écologiques

### Défendre les droits des travailleurs

- Organiser une conférence nationale sur le travail et la pénibilité visant au rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures, au passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement et son extension par la négociation collective
- Adopter un plan d'action « zéro mort au travail » par le rétablissement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), l'embauche d'inspecteurs du travail et de médecins du travail, la mise à jour du tableau des maladies professionnelles en intégrant notamment le burn-out

### Développer les transports publics et écologiques

- Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires, etc) dans les transports publics et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %
- Mettre en place un plan rail et fret, créer des services express régionaux, adopter un moratoire sur la fermeture des petites lignes et les rouvrir dès que possible, revenir sur la privatisation de Fret SNCF

### Conserver la biodiversité

- Défendre les zones agricoles, naturelles et les zones humides, doubler et améliorer la protection des aires maritimes protégées
- Protéger la forêt en garantissant la diversité des essences, avec une filière sylvicole respectueuse de la biodiversité et des sols, garantissant les qualifications et les emplois des forestiers
- Rétablir les milliers de postes supprimés dans le service public de suivi et de protection de la nature : à l'Office national des forêts, à l'Office français de la biodiversité, à Météo France, au Cerema

### L'eau, notre bien commun

- Aller vers la gestion 100% publique de l'eau en régions locales: pour la gratuité des premiers mètres-cubes indispensables à la vie et la tarification progressive et différentielle selon les usages
- Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines et faire contribuer les industriels à la dépollution des nappes et des sols
- Mailler le territoire de fontaines à eau, de douches et de sanitaires publics et gratuits

### Pour une agriculture écologique et paysanne

- Annuler l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA) ; renoncer à l'accord du Mercosur et protéger nos agriculteurs de la concurrence déloyale
- Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas nos normes sociales et environnementales
- Lutter contre l'accaparement des terres et permettre à chaque agriculteur qui souhaite s'installer d'accéder à une exploitation pour préserver le modèle agricole familial
- Soutenir la filière du bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale et garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective
- Rétablir le plan Ecophyto, interdire le glyphosate et les néonicotinoïdes avec accompagnement financier des paysans concernés

### Pour l'émancipation de la jeunesse

- Arrêter le Service National Universel (SNU) pour soutenir à nouveau les associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Créer un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun ainsi qu'aux vélos et voitures en libre service du territoire français

## Étendre les droits des femmes et des personnes LGBTQI

- Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros comme demandé par les associations
- Instaurer l'égalité salariale et créer un congé menstruel dans les entreprises et administrations
- Prendre en charge par la Sécurité sociale les protections menstruelles et sanctionner les fabricants qui ne respectent pas le contrôle sanitaire et la régulation des prix
- Établir la filiation par reconnaissance comme principe par défaut, rembourser la procréation médicalement assistée (PMA), la rendre accessible aux personnes trans
- Mettre en oeuvre un plan d'éradication des violences à l'encontre des personnes LGBTQI
- Autoriser le changement d'état-civil libre et gratuit devant un officier d'état civil
- Faire face à l'offensive transphobe : lutter contre la transphobie et augmenter les moyens dans la santé pour les transitions

## Rompre avec la maltraitance animale

- Sortir des fermes-usines, améliorer le bien-être animal et interdire l'élevage en cages d'ici la fin de mandature

## Un service public des arts et de la culture et des médias au service de l'émancipation

- Renforcer le budget public consacré à l'art, la culture et la création pour le porter à 1% du PIB par an
- Limiter strictement la concentration dans les industries culturelles et les médias dans les mains de quelques propriétaires et exclure des aides publiques les médias condamnés pour incitation à la haine ou atteinte à la dignité des personnes
- Défendre l'indépendance des rédactions face à leurs propriétaires
- Garantir la pérennité d'un service public de l'audiovisuel en instaurant un financement durable, lisible, socialement juste et en garantissant son indépendance
- Étendre la gratuité dans tous les musées nationaux, garantir une tarification abordable dans les institutions publiques et encadrer les tarifs abusifs des lieux privés
- Défendre et améliorer le régime des intermittents et aller vers la création d'un nouveau régime pour les artistes-auteurs

## Une République laïque

- Engager un vaste plan de formation des fonctionnaires à la laïcité, aux principes juridiques de la loi de 1905, renforcer la pédagogie de la laïcité dans l'Éducation nationale pour accompagner les professeurs
- Augmenter les moyens de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) et élargir son domaine d'intervention au domaine de la formation professionnelle et de la santé publique
- Refuser les financements publics pour la construction de nouveaux édifices religieux, dédiés aux activités culturelles ou d'établissements confessionnels

## Pour un sport populaire

- Fixer la pratique de l'EPS à quatre heures hebdomadaires tout au long de la scolarité et créer une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré
- Porter un plan de 10 000 équipements sportifs supplémentaires, pensé pour favoriser la pratique du sport

féminin et du parasport.

- Rénover les équipements sportifs existants, notamment dans les universités
- Porter les moyens du ministère des sports à 1% du budget de l'État
- Développer des maisons de Sport-Santé dans tout le pays et rembourser le sport sur ordonnance

## Les Outre-mer, avant-postes de la planification écologique

- Réglementer les tarifs de desserte aérienne
- Mettre en place un taux maximal de sucre dans les aliments transformés
- Organiser un congrès général des territoires éloignés et insulaires pour établir un plan d'action partagé pour l'égalité et l'autonomie dans les Outre-mer sur la base des cahiers de revendications et des « plans pays » et la mise en place d'un plan quinquennal d'investissement
- Organiser la distribution de bouteilles d'eau et plafonner le prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant via modification du plan ORSEC-eau, et mettre en place de grands travaux de rénovation des canalisations
- Créer un fonds d'indemnisation et de prévention contre les pollutions pour indemniser et assurer la prise en charge médicale des victimes du chlordécone et des sargasses et investir dans la dépollution et la décontamination des sols et des eaux (chlordécone et glyphosate aux Antilles, mercure en Guyane, essais nucléaires en Polynésie...)
- Cesser de faire de Mayotte un territoire de seconde zone de la République. Étendre l'aide médicale d'État, aligner les niveaux du RSA et du SMIC sur le reste du pays et scolariser systématiquement tous les enfants
- Prendre systématiquement en compte les Outre-mers dans chaque texte législatif
- Lutter contre les situations de monopole dans les Outre-mer
- Proposer un principe de faveur des ultra-marins sur les postes à responsabilité et favoriser le retour des fonctionnaires d'État
- Favoriser l'enseignement des langues régionales en outre-mer
- Lancer un plan spécifique de rattrapage en matière de désenclavement routier et ferroviaire en Guyane

## Garantir un accueil digne

- Abroger les lois asile et immigration de Macron
- Mettre en place une agence de sauvetage en mer et sur terre, dans l'attente de sa création au niveau européen et en appui de l'agence de l'Union européenne pour l'asile
- Assurer un accompagnement social et une autorisation de travailler pour les demandeurs d'asile
- Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence
- Créer un statut de déplacé climatique
- Améliorer les conditions d'accueil des exilés à Mayotte et supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste du territoire
- Créer des voies légales et sécurisées d'immigration
- Réviser le pacte asile immigration européen pour un accueil digne des migrants
- Mettre fin aux mesures dérogatoires sur l'étude de la demande d'asile
- Renforcer les politiques de co-développement aux services



des populations

- Garantir l'accès à l'aide médicale d'État
- Garantir le droit du sol intégral pour les enfants nés en France et faciliter l'obtention de la nationalité française

### Défendre les libertés publiques

- Abroger le contrat d'engagement républicain liberticide pour les associations
- Organiser des États généraux sur les libertés publiques
- Abroger les dispositions liberticides des lois sécurité globale, séparatisme, et les lois qui instaurent un état d'urgence permanent et portent atteinte à nos libertés individuelles et collectives, et réviser la loi et la doctrine sur l'ouverture du feu pour que cessent les morts pour refus d'obtempérer
- Interdire la reconnaissance faciale et évaluer de manière indépendante les dispositifs de vidéosurveillance en lien avec le défenseur des droits
- Protéger les lanceurs d'alerte
- Défendre et renforcer les libertés syndicales et associatives et en finir avec leur répression

### Europe

- Refuser le pacte de stabilité budgétaire
- Proposer un pacte européen pour le climat et l'urgence sociale
- Proposer une réforme de la Politique agricole commune (PAC)
- Mettre fin aux traités de libre-échange
- Instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe
- Adopter un mécanisme d'harmonisation sociale par le haut entre les États pour mettre fin aux politiques de dumping social et fiscal
- Réindustrialiser l'Europe : numérique, industrie du médicament, énergie, etc.
- Instaurer une règle verte pour prioriser des investissements verts
- Taxer les plus riches au niveau européen pour augmenter les ressources propres du budget de l'Union européenne
- Généraliser de la taxation des superprofits au niveau européen
- Modifier le droit de la concurrence en Europe pour garantir le droit de monopole public au niveau national
- Passer au vote à la majorité qualifiée au conseil pour les questions fiscales


Conformément à ce que nos groupes ont voté à l'Assemblée nationale, nous refuserons, pour l'application de notre contrat de législature, le pacte budgétaire, le droit de la concurrence lorsqu'il remet en cause les services publics et nous rejeterons les traités de libre-échange. ●



# LES PROMESSES EN CARTON

Les dirigeants de RDM Blendecques, dans le Nord-Pas-de-Calais, veulent mettre la clé sous la porte. Plus de 170 emplois sont menacés. Les arguments économiques avancés ne tiennent pas la route. Une étude d'une agence de notation met en exergue les mensonges de la direction.



 BETTINE MACHECOURT

**À** la sortie de Saint-Omer, à un rond-point, un panneau indique « Cartonnerie ». Une petite route à sens unique longe une forêt plantée à flanc de colline. RDM à Blendecques est impossible à manquer. Installé en périphérie de la petite ville, le site fait partie du paysage depuis le début des années 1900. La façade porte encore quelques stigmates de l'incendie de 2022. À gauche de l'entrée, un bâtiment semble être l'ancienne maison des gardiens. Au rez-de-chaussée, les agents de sécurité sont installés, et à l'étage, les syndicats partagent plusieurs pièces. L'intérieur est vieillot et les affiches approchent de la date de péremption. Les briques rouges de la façade sont noircies par les feux de palettes et de pneus. Les deux grands parkings sont aussi vides que le frigo d'un étudiant. À l'aide de grilles de chantier et de bâches, les salariés ont

aménagé un abri précaire. Sur des t-shirts, des dates d'entrée et de sortie de l'usine sont marquées, imitant des pierres tombales. L'usine n'est pas encore enterrée, mais sa phase finale semble inéluctable. Un panneau « À vendre » ou « Cherche repreneur » donnent l'illusion que tout n'est pas perdu. Pourtant, les mines résignées des quelques salariés présents devant la société ne trompent pas. Mercredi 29 juin, une délégation de représentants du personnel, un avocat, un expert et Carlos Tunon, secrétaire général de la Filpac CGT, étaient conviés au ministère de l'Industrie à Bercy. Ils ont découvert l'existence d'un document qui pourrait tout changer, à condition de saisir l'opportunité.

## UN TAUX DE RENTABILITÉ DANS LA MOYENNE

C'est une simple note, de l'agence de notation Fitch, datée du 10 avril, qui prouve sans détour les mensonges de l'entreprise italienne RDM, propriétaire de la cartonnerie de Blendecques. Lorsqu'elle explique aux salariés et aux élus, locaux comme nationaux, qu'elle est obligée de mettre à la porte plus de 170 salariés à cause du marché, des inondations, d'un incendie, du Code du travail et du mauvais alignement des planètes, il n'en est rien. Pour attirer les investisseurs à participer à la levée

d'obligations (sortes d'emprunts à court terme sans passer par les banques), la direction doit demander à une agence de notation comme Fitch d'évaluer le risque potentiel pour les investisseurs. Cette démarche présente trois mérites. D'abord, l'agence est indépendante. Ensuite, si elle donne de mauvais conseils, elle ne sera plus crédible sur les marchés. Enfin, avant que cette note soit rendue publique, RDM doit la valider.

Que raconte cette fameuse note ? RDM, bien que ce ne soit pas la plus grosse entreprise du secteur, est une valeur sûre, avec un taux de rentabilité dans la moyenne des concurrents. Ses atouts : le carton recyclé et la fidélité de ses clients. Bref, investisseurs, allez-y les yeux fermés ! D'autant que Fitch, informée par RDM, n'en démord pas : avec la fermeture du site de Blendecques, la production des Hauts-de-France sera répartie sur les autres sites en Espagne, en Italie et en Suède. Les derniers investissements seront donc rentables. La logique des marchés agit de manière implacable, sourde à la détresse des familles et aveugle au désarroi d'un territoire où les élus comme les habitants pensaient immuables les fumées de la papeterie.

Cependant, cette note prouve que la fermeture n'est pas justifiée et n'a aucune cohérence. D'après certains participants, quand Philippe Lagrange, délégué interministériel aux restructurations d'entreprises, a découvert le contenu de cette étude, il est tombé des nues. RDM, depuis le départ, lui ment. Elle déforme aussi la réalité dans le dossier pouvant intéresser un potentiel repreneur, notamment sur les risques d'incendie et d'inondations (lire encadré).

#### « RDM NOUS MENT »

Le lendemain, devant la papeterie, les salariés sont amers. Un tas de cendres, avec quelques fumerolles, barre l'entrée du site. Des restes de pneus brûlés et de palettes ravivent quelques flammes éparses. Devant, les papetiers avec leurs chasubles orange fluo interpellent un des syndicalistes présents à Bercy la veille : « *Alors, ça dit quoi ?* » Steeve, de la Filpac CGT, tente un résumé : « *Le mec, il est à l'écoute. Après, que peut-il faire ? Mais le comptable a trouvé un document. RDM nous ment.* » Le salarié l'interrompt : « *On le savait ça. Ce n'est pas nouveau. Et notre reclassement, ça donne quoi ?* » Au départ, la direction proposait huit mois de reclassement. Autant dire, rien. Le temps de digérer cette mauvaise aventure, de rédiger tous les dossiers et de tenter de trouver un nouveau job, les huit mois passent vite. Après le reclassement, ce sera la case chômage. L'intersyndicale a réussi à prolonger un peu ce délai de quelques mois, en le portant entre dix-huit et vingt mois selon l'âge. Mais ce n'est pas suffisant. « *On va se démerder, comme d'habitude !* » lance une salariée d'une trentaine d'années.

**Les derniers investissements seront donc rentables. La logique des marchés agit de manière implacable, sourde à la détresse des familles (...)**

“

**Vous savez, ce qu'on négocie pour vous, ce sera la même chose pour nous. On est comme vous, et on veut le mieux.**”

Jean-Philippe, délégué Filpac CGT



#### « ON EST COMME VOUS, ET ON VEUT LE MIEUX »

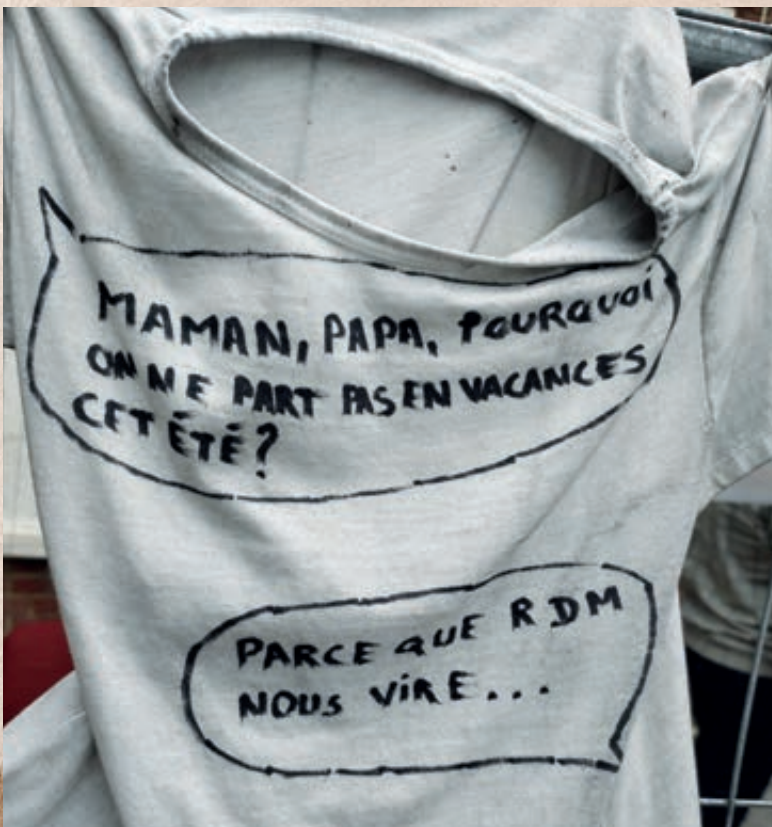
Jean-Philippe participe aux négociations pour la Filpac CGT. Ce quadragénaire travaille à la papeterie depuis une quinzaine d'années. Il est fier d'expliquer qu'il a tout appris et s'est formé sur le tas. Avant la fin de la production, il conduisait une des machines. Jean-Philippe est élu depuis septembre seulement. Sa carrure (il pratique le jujitsu) et son calme imposent le respect. Son sens de l'écoute lui permet de gagner la confiance de ses interlocuteurs. Il n'est donc pas surprenant de constater que les salariés viennent vers lui naturellement. Les questions sont toujours les mêmes : « *Alors, on en est où ?* » Jean-Philippe leur explique que la direction freine des quatre fers. Pour dialoguer, il faut être au moins deux ! À la fin, voyant des sourires crispés pleins de dépit, il répond : « *Vous savez, ce qu'on négocie pour vous, ce sera la même chose pour nous. On est comme vous, et on veut le mieux.* »

L'emploi dans ce coin du Pas-de-Calais est très fragile. En plus des difficultés de RDM, à quelques kilomètres la verrerie Arc n'est pas en grande forme non plus. L'entreprise qui employait des milliers de salariés est aujourd'hui dans une agonie qui n'en finit plus. Chez RDM, certains parlent aussi de



**Le mec, il est à l'écoute. Après, que peut-il faire ? Mais le comptable a trouvé un document. RDM nous ment.**

Steve, délégué syndical



l'usine de batteries pour voitures installée non loin de Dunkerque. 1 200 emplois sont annoncés. Cette bouffée d'air n'est qu'un trompe-l'œil qui ne pourra pas réparer toute la casse sociale dans la région.

### « RDM NOUS VIRE »

Une femme, dont le mari travaille aussi à RDM, expose son plan d'autoentreprise. Son époux se débrouille dans les petits travaux. La surprise qui leur sera versée si la papeterie ferme ne couvrira pas les frais de mise en route. Après une dizaine d'années de travail, ils peuvent espérer environ 7 000 euros. Pas grand-chose, s'il faut acheter un véhicule, un peu de matériel et commencer à penser à un début de trésorerie. Ils risquent de s'endetter avec comme seule garantie l'incertitude que ça fonctionne. Mais elle et son mari y croient. De son côté, elle a une autre piste mais ne souhaite pas en dire plus par prudence, sans doute, et par pudeur également. Si son plan ne fonctionne pas, elle n'aura pas à se justifier devant les autres. Comme son mari et elle, des dizaines de familles vont perdre complètement leur emploi : « *Maman, papa, pourquoi on ne part pas en vacances cet été ? Parce que RDM nous vire* » peut-on lire sur un t-shirt d'enfant accroché à une grille devant l'usine. Certains salariés veulent rester dans le milieu de la papeterie. Comme ce jeune qui a déjà retrouvé un poste dans la région. Il devrait commencer à la rentrée, mais va perdre 5 000 euros par an. Un autre, un peu plus jeune, explique : « *En septembre, je commencerai en intérim.* » Un choix raisonnable pour lui, après quelques calculs. Son salaire à RDM lui permettait de garder la tête hors de l'eau. Mais c'est une exception dans la région. Il s'est renseigné sur les autres papeteries ; ses revenus vont tellement chuter qu'il ne pourra plus s'occuper de sa fille. « *Entre la nourrice et la cantine, il faut que je travaille les week-ends pour être disponible la semaine.* » Son visage et son regard sont marqués par le stress et l'anxiété. Ses traits tirés sont accentués par ses cheveux courts et sa barbe de trois jours. Malheureusement, sa fatigue apparente ne peut pas être attribuée à son travail à la cartonnerie.

### « ON FAIT DE LA GARDERIE ! »

Depuis le mois de mars, RDM a transféré la production sur ses autres sites. Blendecques ne vit plus, ne fume plus, et l'ennui devient le pire ennemi. « *On fait de la garderie !* » s'amuse certains. « *Au début, c'était rigolo. Les deux premiers jours... On a joué à tous les jeux de société et de cartes qui existent. Maintenant, c'est clairement chiant. J'ai besoin que ça bouge !* » s'agace, tout en gardant le sourire, une salariée. La stratégie patronale fonctionne à merveille. Annoncer brutalement la

**En 2016, la direction dénonce tous les accords d'entreprise. Pour elle, les salariés sont trop bien traités. Il faut négocier à la baisse, sinon, encore des licenciements.**



fermeture. Enlever les commandes pour que la production continue ailleurs. Sur place, tout est à l'arrêt. L'ennui devient le meilleur casseur de grève. Anesthésiés, les salariés restent écoeürés par les dernières années. En 2008, un premier plan de sauvegarde est lancé. La direction s'était engagée à investir sur le site. Les licenciements ont bien eu lieu, mais l'investissement est resté au stade de promesse. En 2016, la direction dénonce tous les accords d'entreprise. Pour elle, les salariés sont trop bien traités. Il faut négocier à la baisse, sinon, encore des licenciements. En 2022, une partie de la papeterie subit un incendie. « C'était prévisible, on a prévenu plusieurs fois la direction qui s'en moquait. Quand on a de la chaleur, de l'huile et du papier à côté, faut pas s'étonner que ça brûle après ! » s'agace un salarié à l'évocation de ce feu. Les salariés étaient à pied d'œuvre pour aider la papeterie à repartir. La direction a touché la prime d'assurance, racheté les machines détruites, et a décidé de relancer la production avant l'achèvement des travaux... pour annoncer quelques semaines plus tard, la fermeture définitive du site. Face à ce déferlement de mauvaises nouvelles, la culture collective de l'entreprise s'est étiolée. Comment leur en vouloir ? À force de donner sans jamais rien recevoir, la fierté de travailler pour RDM s'estompe. Le site est historique dans le secteur. Jusqu'à quand ? À quelques centaines de mètres de l'usine, un ancien pas de tir de missile a été reconverti en planétarium nommé Le Dôme. Difficile de prédire le même sort à la cartonnerie. Ce jeudi-là, le ciel hésite entre un retour à l'automne ou réellement commencer l'été. En signe de bonne volonté envers la direction, le barrage devant l'usine laisse passer un camion pour venir chercher un peu dans le stock. Une fois reparti, le tas de cendres est de nouveau étalé devant les grilles. Le feu reprend et chauffe fort. L'histoire et l'héritage de Blendecques sont comme cette palette brûlant sur ce tas. Tout part en fumée. ●

## DÉSINFORMATIONS POUR UNE REPRISE

Dans le dossier proposé aux potentiels repreneurs, tout est fait pour noircir le tableau. Les risques d'inondation et d'incendie sont exagérés. « C'est n'importe quoi. L'incendie, c'était un accident. C'est la première fois en cent ans que nous avons eu ce genre de sinistre », rétorquent Steeve et Jean-Philippe. Les inondations ? Il faut relativiser. « Nous avons eu une dizaine de centimètres d'eau dans une petite partie de l'usine. Et encore, les machines n'ont pas été touchées puisqu'elles sont en hauteur », explique Jean-Philippe.

La cartonnerie est située au pied d'une colline, surplombant la vallée menant à Saint-Omer. À une centaine de mètres, un ancien moulin profitait du débit du fleuve Aa. Des pelles régulent le débit du bras menant au moulin. Mais aujourd'hui, plus personne ne s'en occupe. Résultat : l'eau ne s'écoule plus normalement. De plus, un petit bras de l'Aa passe à proximité de l'usine. Plus ruisseau que rivière, il a grossi avec les fortes pluies. Sans entretien des berges, il déborde. Pourquoi installer une cartonnerie si près des cours d'eau ? Ces usines en ont besoin pour fonctionner. « Vous ne verrez jamais une papeterie dans le désert », s'amuse un salarié.

Autre obstacle pour la reprise : l'arrêt de l'activité. Après l'incendie de 2022, la production a été répartie sur les autres sites européens du groupe. Lors de sa réouverture partielle, les salariés en ont récupéré 70 %. Depuis le 17 mars, tout est à l'arrêt, et ces 70 % sont repartis. « Nous avons un autre visage à montrer à un repreneur que de jouer aux cartes ou faire le ménage ! », s'agace Steeve. Pour Jean-Philippe, cinq dossiers ont été présentés, dont deux sérieux. Leur identité ? Personne n'en sait rien. « Nous n'avons vu personne venir sur le site. » En revanche, une certitude : « Nous avons reçu des ouvriers italiens qui devaient soi-disant nous aider, raconte Steeve. Mais c'était pour se former sur les nouvelles machines achetées avec l'argent de l'assurance après l'incendie ».

Si RDM se démène autant pour ne pas trouver de repreneur, les raisons sont simples. Elle ne veut pas d'un nouveau concurrent sur le marché. De plus, elle pourra équiper une de ses usines avec les machines neuves de Blendecques. ///

## ET LES DÉCHETS ?

Après avoir vu leur maison inondée et leur emploi menacé, les salariés de RDM habitant dans la communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer pourraient bientôt constater une hausse de leurs impôts. Pourquoi ? Partout à Saint-Omer, de grands cubes bleus sont installés pour recueillir les cartons des habitants. Une bonne partie de ces emballages est ensuite envoyée à RDM pour être recyclée en nouveaux produits. RDM Blendecques est la seule cartonnerie à fabriquer de la pâte à partir de matériaux recyclés. Si l'usine ferme, l'agglomération devra trouver une autre solution pour se débarrasser de ses déchets. Le coût ne sera forcément pas aussi avantageux. ///

# TARTAS QUE FUME LA PAPÈTE !



 JÉRÉMIE DEMAY

**Dans le cadre de la célébration des trente ans de la lutte historique des papetiers de Tartas pour sauver leurs emplois, les salariés ont organisé une grande soirée. Au programme : retrouvailles, discussions, passation de témoin et projection d'un film retraçant ce combat.**

**A**u moins 200 chaises font face à un mur plus habitué à recevoir les joueurs de pelote basque qu'à se transformer en écran de projection. Tout est prêt pour une soirée qui s'annonce longue. Un grand chapiteau servira de réfectoire après le film. La buvette, à peine ouverte, ne désemplit pas. Une affiche annonce « l'apéro est offert ». Les papetiers sortant de l'usine croisent ceux qui prennent leur poste. Mais avant, il faut trinquer à la mémoire de ce combat épique de 1994. Cet événement offre un brassage de générations extraordinaire. De nombreux anciens du village et de la papeterie se retrouvent et discutent généreusement avec les plus jeunes. Les bérets croisent les casquettes, dans une ambiance familiale. On parle de météo, de rugby, de souvenirs d'usine et de luttes. Les regards se baissent à

l'évocation d'un disparu, mais se rallument aussitôt à la vue de la petite dernière, encore dans les bras de sa mère : « Ah ! La relève ! »

## « OH OUI, IL Y AVAIT DE L'AMBIANCE DANS LES BUS »

Tous les participants reçoivent des cadeaux et des tickets à l'entrée de la fête : un verre réutilisable avec la papeterie dessinée en transparence, un échantillon de pâte à papier produit à quelques centaines de mètres portant le titre du film *Que la papète fume !* et une clé USB avec le film. Mais ce soir, les meilleurs souvenirs ne seront probablement pas matériels.

Trente ans déjà que Tartas célèbre cette lutte. Le temps passe, mais l'oubli n'est pas à l'ordre du jour. La foule forme des petits cercles de conversation. Chez les anciens, le combat revient vite dans les discussions. Pour eux, c'était hier. « Tu te rappelles quand on est montés à Paris ? » « Oh oui ! Il y avait de l'ambiance dans les bus. » Les deux compères se lancent un regard complice. « Et ce bruit avec les bidons ! » « C'est sûr qu'on ne passait pas inaperçus ! » « Peut-être pour ça que je suis un peu sourd maintenant ! » Le cercle de cinq personnes éclate de rire. C'est vrai que travailler dans une papeterie, avec tout l'univers sonore qui va avec, n'est pas de tout repos pour les oreilles...

## UNE LUTTE GRAVÉE DANS L'ACIER

Paul Braque, l'une des nouvelles figures de la Filpac CGT à Tartas, tente de prendre la parole avec le micro. Il essaie de demander aux gens de se rapprocher du petit bâtiment à

côté de la buvette. Malgré la puissance de la sono, il n'arrive pas à se faire entendre. Il grimpe sur un banc, micro à la main. Toujours pas de succès. Ses interventions ont même l'effet inverse : dès qu'il parle, les conversations montent d'un cran. À force de gesticuler, Paul attire l'attention. Une plaque commémorative va être dévoilée. La façade ressemble à un mur du souvenir. Les noms des anciens responsables syndicaux y sont déjà présents. Le terrain lui-même est un hommage à tous les combats menés depuis 1945, quand la papeterie a ouvert. Toutes les installations appartiennent au comité d'entreprise, qui a pu récupérer le foncier il y a deux ans. Si un jour, la papète doit cesser de fumer, les habitants garderont cet héritage. La plaque est pour l'instant recouverte d'un drap. Les deux responsables du CE tirent sur les ficelles et dévoilent un dessin de la papeterie en acier brossé. Les contours de l'usine ont été découpés, laissant apparaître le relief en transparence. Un message : « *Que fume la papète !* » À côté de Paul, Guy Delmas, était le secrétaire du comité d'entreprise pendant la lutte de 1994. C'est lui qui a porté la voix des combats. Son attitude pour le dévoilement de la plaque ne trompe pas. Il est fier. Son sourire peine à se cacher derrière sa petite moustache.

#### « T'AS VEXÉ LE SOLEIL »

Les conversations, sans risque de déshydratation, reprennent. La soirée prend du retard. « *Ce con de soleil n'est pas venu depuis des semaines, fallait qu'il soit là ce soir !* » lance Paul en regardant vers le mur qui servira d'écran. Le soleil se couche juste derrière, et la luminosité est trop forte pour regarder quoi que ce soit. De toute façon, personne n'est pressé et chacun veut profiter de ce moment hors des tracasseries habituelles. Même une grosse averse digne d'un mois de mars ne calme pas les ardeurs festives des convives. « *Tu vois Paul, t'as vexé le soleil !* » Pas rancunier, ce dernier revient vite et chasse les nuages.

Les discours de circonstance de Paul Braque et Guy Delmas permettent au soleil de saluer une dernière fois les participants, mais aussi à la buvette de perdre quelques clients partis s'asseoir pour regarder le film. Le film justement est une réelle réussite, tant sur le fond que sur la forme. Il est rythmé, pédagogique et offre une plongée dans la France de 1994. François Mitterrand subit une cohabitation avec Édouard Balladur à Matignon. Charles Pasqua est à l'Intérieur, et c'est un ancien du réseau Occident qui siège à l'Industrie. L'ambiance est morose. Le chômage bat des records, et la croissance ne décolle pas. Le fil rouge de ce documentaire, au-delà des intervenants, est une ambiance sonore. Les bruits de bidons, de sifflets et de brouhaha de manif. L'atmosphère est pesante. La voix off est sérieuse, et l'accent landais appuie la détresse des salariés de l'époque.

#### « TARTAS EN DANGER »

Au début des années 90, la situation à Tartas se dégrade. La direction de Saint-Gobain veut séparer le centre de recherche de Tartas des unités de production. Factice, un autre site du groupe, pourrait devenir le siège social. Tartas serait alors poussé vers la sortie. Pendant que la CFDT croit aux mensonges de la hiérarchie, la CGT utilise son droit d'alerte pour tirer au clair les plans de la direction. Cette dernière conteste. Après une joute judiciaire de plusieurs mois, le TGI de Bordeaux tranche : « *Il n'y a pas de problème à Tartas.* » Tout va bien, circulez ! Vingt-huit mois plus tard, début 1994, un article de *Sud-Ouest* titre « *Tartas en danger* ». Le journaliste alerte sur les plans de la direction. Quelques jours plus tard, la même direction annonce la fermeture de

## Toutes les installations appartiennent au comité d'entreprise, qui a pu récupérer le foncier il y a deux ans. Si un jour, la papète doit cesser de fumer, les habitants garderont cet héritage.



Tartas. Cette communication anéantit les salariés. Tout le monde travaille ou connaît quelqu'un qui bosse à la papète. Tout le monde aussi profite de son attractivité économique. Trois cents salariés, c'est autant de familles faisant vivre ce bassin situé à quelques encablures de Dax. Les associations du coin reçoivent toutes, ou presque, des subventions du CE de la papète. Mais le temps presse. La fermeture doit être évitée. Il faut trouver un repreneur et dénouer les mensonges de Saint-Gobain. Le site est rentable. Jean-Jacques Bordes, expert de la Secafi mandaté par le CE, doit le démontrer. Dans le documentaire, il revient sur sa prise en main du dossier. Cela ne fait que trois ans qu'il travaille dans l'univers des papeteries. Pourtant, il n'en démord pas. L'activité est cyclique, et elle va reprendre très bientôt. Encore faut-il laisser le temps à Tartas de pouvoir vivre cette embellie. Son stratagème : gagner du temps à tout prix. Charge aux salariés de mettre la pression sur le groupe pour éviter que la papète se fasse enterrer en silence.

#### LE CE MIS EN AVANT

Pendant que Jean-Jacques Bordes se plonge dans les tableaux financiers, la résistance syndicale s'organise. Monter une intersyndicale, c'est prendre le risque qu'une organisation plie devant la promesse d'un gros chèque. Partir seul ne semble pas le plan le plus efficace. Et si le CE, aussi bien implanté dans l'usine que dans le territoire, devenait le porte-parole du mouvement ? Cette stratégie, imaginée par la CGT, met sur le devant de la scène médiatique Guy Delmas,



De gauche à droite : Paul Braque, Guy Delmas, Jean-Marie Castets, Michael Dubos, Aubert Darrieutort, trois générations de lutte à Tartas.

le secrétaire du CE. En coulisses, les cadres imaginent toute une série d'actions innovantes, dont l'efficacité redoutable devrait encore servir d'exemple aujourd'hui. Parmi ces trouvailles : la commission Loisirs. N'allez pas croire que son objet est d'organiser des sorties au cinéma ou un tournoi de pétanque. Une de ses missions : bloquer la déviation de Tartas et détourner les voitures qui empruntent la deux fois deux voies pour les faire passer devant la papète. Pour ce faire, quelques camarades discutent avec les gendarmes pendant que d'autres enlèvent les panneaux de déviation. D'ailleurs, c'est le service d'ordre de la Filpac CGT qui forme la poignée de camarades de cette commission. Dans une note, publiée dans un livre hommage à la lutte de Tartas, un résumé explique comment occuper l'usine, comment en assurer la défense, comment dialoguer avec la police. Aujourd'hui, si ce type de document tombait entre les mains des agents de la place Beauvau, il serait la preuve d'un terrorisme organisé. Un jugement qui serait appuyé par les diatribes de Pascal Praud et de l'empire Bolloré !

### OCCUPER LE TERRAIN ET LES SALARIÉS

Le comité d'entreprise n'est pas en reste pour imaginer des actions. Une journée portes ouvertes (contre l'avis de la direction), un défilé de mode ou encore cette opération à la gare de Dax. En plus de bloquer les voies, les camarades cheminots autorisent les papetiers à utiliser les micros pour expliquer leur combat. Sur les quais, les TGV en direction de Paris sont recouverts d'autocollants en soutien à la lutte. Le message est envoyé à la capitale. D'autant que le train n'est pas nettoyé tous les jours, laissant les slogans voyager à travers la France.

Les actions sont très nombreuses. Le but : maintenir la pression sur les pouvoirs publics et la direction. Autre utilité : conserver la cohésion et l'envie parmi les salariés. Car le moral tombe parfois dans les chaussettes face à une direction inflexible. Les journées de mobilisation permettent de

**Les actions sont très nombreuses. Le but : maintenir la pression sur les pouvoirs publics et la direction. Autre utilité : conserver la cohésion et l'envie parmi les salariés.**

conserver l'envie de se battre. Surtout quand la proposition de reprise par la Compagnie papetière de l'Essonne, glissée par Henri Emmanuelli, est écartée par la CGT. Le député et président du conseil général des Landes pensait faire un joli coup avant la campagne présidentielle de 1995. Le refus par les syndicats du dossier d'une entreprise défavorablement connue par la Filpac CGT, ne sort pas pour autant les papetiers de l'ornière. À la lassitude de certains salariés s'ajoute le jeu trouble de la CFDT du département. Une fracture allant jusqu'à l'interdiction pour son représentant d'entrer dans l'usine.

### LA DIRECTION MET LA PRESSION

La direction organise, le 16 mai 1994, un énième CE extraordinaire. Échaudée par l'accueil trop chaleureux (les responsables ont été séquestrés toute la nuit) et bruyant à Tartas, la réunion se tient à Bordeaux. Les patrons veulent le calme ? La commission Loisirs affrète cinq bus. Une partie ira à Bordeaux, l'autre à Facture. À Bordeaux, un cordon de CRS attend les 200 manifestants. Cette situation les amuse, car tôt le matin, un petit groupe de la commission Loisirs a recouvert les bureaux d'autocollants et d'affiches, qui sont donc protégés par les policiers casqués. Pendant ce temps, les salariés présents à Facture refont la prise de la Bastille et envahissent les locaux, qui n'ont pas été épargnés au passage. Toutes ces actions, même si parfois elles peuvent apparaître violentes, témoignent de la volonté de toute une population de voir encore la papète fumer. D'autant qu'à la réunion bordelaise, le couperet tombe. La production à Tartas s'arrêtera le 30 juin ! L'avocat du CE assigne la direction au tribunal pour faire annuler la procédure de licenciement collectif. Motif : manque de transparence dans la communication des informations. Le 18 mai, les bus de Tartas reviennent à Paris, direction le ministère à Bercy. Sur place, une partie de cache-cache ou de poker menteur s'organise avec la police. Les bleus pensent que le cortège veut aller devant le siège de Saint-Gobain. Tout faux ! Devant Bercy, deux fourgonnettes déposent des bidons, des cimes et des rouleaux de papier devant les manifestants. Une fois qu'ils ont tout monté, ils aspergent le tout d'un liquide non inflammable pour imiter la résine des pins. À force de chanter « Ce soir on vous met le feu », les pompiers débarquent avec la lance à incendie. Le secrétaire du ministre Gérard Longuet reçoit une délégation. Bercy ne veut pas d'un arrêt de la production. Tout le monde repart, sauf la reconstitution de la maquette de forêt landaise...

### DES BONNES NOUVELLES EN CASCADE

À force de mobilisation, de tracts, d'affiches et de sujets dans les médias, l'image de Saint-Gobain est fortement écornée. Le gouvernement, avec un Premier ministre qui n'a pas encore annoncé sa candidature pour la présidentielle de l'année suivante, espère aussi profiter de cette histoire. Au milieu de ces tractations d'ego, les salariés voient les jours s'égrener. Le 20 mai, nouvelle réunion du CA extraordinaire. D'entrée, le secrétaire du CE réaffirme rejeter toute forme



## LA PASSION SYNDICALE

Guy Delmas était le secrétaire du CE en 1994. C'est lui qui portait la voix des salariés de la papète. Il était de toutes les tribunes, les manifs et les réunions. Forcément, constater l'affluence pour ces trente ans, ça lui fait quelque chose : « Être ici ce soir, ça fait remonter de bons souvenirs. Je n'habite pas loin de l'usine, chaque fois que je passe devant, et que je vois le parking plein de voitures, je me dis que ça valait le coup de se battre. » Pour lui, l'un des éléments de la réussite du mouvement reste la cohésion entre tous : « Je pense que nous avons fait le nécessaire. Ici, la culture de l'entreprise est un héritage d'une histoire syndicale forte de luttes des classes et de revendications. C'est ça qui a pris le dessus. » Pourtant, il se souvient aussi des moments de doute. Ces instants où la stratégie patronale aurait pu fonctionner. Heureusement, le collectif a pris le dessus. « Notre fonctionnement était très démocratique. On avait deux assemblées générales par semaine. Cela nous permettait aussi de redonner de la motivation aux troupes. Ensuite, on les occupait. Il y avait toujours quelque chose à faire. Il fallait préparer les manifestations, les rencontres, les événements. Ils ont été maintenus dans l'activité revendicative. La différence avec certains conflits : nous n'avions pas bloqué l'usine. Nous avons fait participer les gens aux actions. » Le lien avec la population reste, d'après lui, l'autre atout de Tartas : « Historiquement, le comité donne une petite subvention à toutes les associations locales. Résultat, malgré les quelques nuisances de l'usine, la population s'est mobilisée. Les maires des villages voisins, les commerçants... Ils étaient là car ils savaient que c'était important pour la vie sur place. » En 2024, plusieurs papeteries connaissent la situation de Tartas. À savoir, une direction sourde aux répercussions sociales d'une fermeture décidée sous le prétexte de la rentabilité à court terme. Pour Guy, une seule attitude doit prévaloir : « La mobilisation, on ne peut pas la décréter du jour au lendemain. C'est une longue préparation que j'appelle la culture d'entreprise. Il faut que les gens se syndiquent, s'organisent et discutent. Il n'y a pas de chef, il faut créer des collectifs ! Après, il n'y a pas que le côté revendicatif, il faut aussi s'intéresser à la vie de l'entreprise. » C'est-à-dire, travailler les dossiers. Ne pas tomber dans le piège de la sénatorisation syndicale où les représentants du personnel se laissent endormir puis bernés par le discours patronal. « Avant 1994, nous avons demandé des études à l'expert-comptable. Nous avons demandé aussi des diversifications de production pour ne pas être en mono production et donc être touchés par les fluctuations de prix. Il faut aller aussi au plus près du consommateur. C'est pour cela que nous avions demandé l'achat d'une machine pour les couches de bébés puisque nous faisons déjà les garnitures. Il faut travailler ces aspects économiques. » Bref, être élu du personnel ne s'improvise pas, mais la mission reste passionnante. ///

## LES MENSONGES DE SAINT-GOBAIN

C'est vrai qu'ils faisaient sérieux les cadres de Saint-Gobain, avec leurs beaux costumes. Des VRP du mensonge qu'il faut croire sur parole. Tartas n'est pas rentable, affirmaient-ils comme pour mieux se convaincre. Trente ans plus tard, les faits leur donnent tort sur toute la ligne. Mais alors, pourquoi voulaient-ils autant fermer la papète ? Deux mois après la séparation de la Cellulose du Pin, donc du départ de Saint-Gobain, l'annonce de la vente par le groupe de son activité bois et papier à Smurfit offre un éclairage cynique. L'Irlandais lorgne uniquement sur l'activité cartons et sacs, et pas par la production de Tartas. Charge donc à Saint-Gobain de détruire Tartas pour que Smurfit n'ait pas à se charger du sale boulot. Il suffit d'expliquer avec de beaux tableaux que le site n'est pas rentable, et le tour est joué. Les salariés et leurs familles ? Un détail face aux profits ! ///



### Michael Dubos, secrétaire du comité d'entreprise « CET HÉRITAGE APPARTIENT À TOUS »

L'actuel secrétaire du comité d'entreprise, Michael Dubos, reste impressionné par ce qui s'est passé en 1994. Il connaît tout le poids de cet héritage militant qui, par moments, l'intimide : « Surtout quand on voit tous ces anciens avec tout ce qu'ils ont pu nous léguer. On va essayer d'être aussi courageux et vaillants. » Cette admiration ne l'aveugle pas pour autant. Les temps ont changé. L'individualisme gagne du terrain. La mobilisation de 94 prendrait-elle encore aujourd'hui ? Avec les salariés, sûrement. Le syndicat reste très puissant à la papète. Mais en dehors, rien n'est moins sûr. « Je pense que le combat serait plus difficile. Les politiques sont de moins en moins à nos côtés. » C'est pour cela qu'il a souhaité inaugurer cette plaque commémorative en dehors de l'usine, afin qu'elle soit à la vue de tous les habitants. « L'idée c'était de mettre en valeur notre usine et notre patrimoine. Cet héritage appartient à tous. C'est pour cela que nous avons décidé de l'ancrer dans l'acier. On peut voir les fumées de la papète, avec en arrière-plan des parties du village puisque nous sommes dans un village et non pas dans un bassin industriel. Nous avons à cœur d'être acteur de ce village. On ne l'a pas mise ici pour rien. Il fallait qu'elle soit à côté des noms des personnes qui se sont battues, qui ont milité et donné de leur cœur pour faire vivre cette usine. Mais on a laissé de l'espace pour les luttes futures ! » Michael est encore jeune et il est prévoyant. ///

de licenciement. Le site est rentable, il n'en démord pas. Le directeur présente alors un projet de reprise avec le Canadien Cascade associé à Tembec. Tartas est sauvé ! Jusqu'au bout, Saint-Gobain aura tout fait pour traîner dans la misère les salariés. Ces derniers ont tenu bon et obtenu l'abandon des poursuites pour le réaménagement de quelques façades et bureaux amochés pendant leur mobilisation. Différentes primes couvrent, en partie, les jours de grève. Malgré toutes les annonces défaitistes de Saint-Gobain, aujourd'hui la papeterie de Tartas se porte bien. À la fin de la projection, les regards sont émus. Un homme dans la foule, costume cintré se lève. Il salue quelques représentants syndicaux. Il ne semble pas à l'aise. Et pour cause, c'est le nouveau directeur de Tartas. Il a accepté l'invitation, mais pas de répondre à *Impac*. Après avoir regardé ce film, maintenant, il est au courant de ce dont sont capables les salariés quand les patrons se moquent d'eux. Le feu de la colère pour conserver les fumées au-dessus de Tartas peut reprendre à tout moment. ●

# PAPIER / TARTAS, 30 ANS DE LUTTES

## INTERVIEW

**Paul Braque**, délégué Filpac CGT

### « Transmission de témoins »

**Il n'a pas connu la grève de 94 à Tartas. Pourtant, aujourd'hui, Paul Braque sait tout ce qu'il doit à ce mouvement et il met tout en œuvre pour être digne de cet héritage.**

#### Où étais-tu en 1994 ?

Il y a trente ans, j'étais mobilisé à Toulouse contre Alain Juppé. J'étais alors étudiant.

#### Quels échos avais-tu eus de cette lutte ?

J'ai découvert l'usine en 1997 pour un stage de BTS. Dès que j'ai mis les pieds ici, j'ai tout de suite compris l'attachement viscéral des salariés à cette boutique. Un attachement lié, entre autres, au fait qu'ils avaient mouillé la chemise en traversant cette période difficile. Ça les a soudés et leur a donné un amour de cette usine extraordinaire.

#### Même toi qui n'as pas connu cette lutte, tu es devenu passionné par la papète ?

Bien sûr. Derrière cet outil industriel de production, on trouve toute l'équipe de camarades et la solidarité qui se transmet de génération en génération. En plus, ici il y a un savoir-faire qu'on ne trouve pas ailleurs. Les conditions de travail, même si elles s'améliorent doucement, restent difficiles. Ça force le collectif.

#### Pourquoi organiser cette soirée anniversaire ?

La génération qui a connu la lutte de 94, pour la plupart, est partie en retraite. Sur les 320 de l'époque, seule une quarantaine est encore en activité. La génération des actifs dans la mobilisation commence à prendre de l'âge. C'est le bon moment pour se retrouver et faire la fête, mais aussi assurer la transmission de témoins. Je suis délégué syndical depuis cinq ans. Ici, on ne devient pas délégué juste parce qu'on en manifeste l'envie. Il faut faire ses preuves. Il y a toute une transmission de passion, de méthodes, de motivation, de valeurs... Pour monter cette manifestation, nous avons travaillé en intergénérationnel. C'est magique.

#### En ce moment, mauvais clin d'œil du destin, de nombreuses papeteries se retrouvent dans la même situation que Tartas en 1994. Quels conseils donnerais-tu aux camarades ?

Il est important de démontrer que la mobilisation, la solidarité, et le collectif, ça peut payer. On peut entraver les desideratas des capitalistes. Eux, leur quête, c'est le profit maximum. Mais avec les enjeux écologiques, économiques, et sociétaux, la pertinence de l'implantation d'une papeterie comme la nôtre, au milieu du massif forestier, n'est plus

**« L'argument du patron c'est le profit ; nous, c'est de vivre et travailler au pays. Quand toute une population et un collectif de travail se mobilisent, c'est possible de contrecarrer les plans des capitalistes. »**



remise en question. Si le gouvernement veut être cohérent avec ses déclarations, il doit décréter que les papeteries doivent être dans des massifs forestiers. Les boîtes qui font du papier recyclé doivent être dans les endroits où il y a le plus de population... Ça paraît tellement une évidence ! L'argument du patron c'est le profit ; nous, c'est de vivre et travailler au pays. Quand toute une population et un collectif de travail se mobilisent, c'est possible de contrecarrer les plans des capitalistes. On ne peut plus parler de patron. Ce ne sont que des capitalistes. Nous, on a l'inconvénient, dans notre industrie, d'être fortement capitaliste avec des retours sur investissements plus longs que dans d'autres filières. Malheureusement, la financiarisation de l'économie fait que les gens qui injectent des capitaux ne rêvent que de coefficients multiplicateurs les plus élevés et les plus rapides possibles. Sauf qu'il existe des domaines de production où c'est tout simplement impossible. On continuera toujours à avoir besoin de papier. Quand on aura compris qu'extraire du pétrole pour en faire du plastique c'est une hérésie, on se retournera vers toutes les possibilités qu'offre le papier.

#### Pour s'opposer aux patrons et aux capitalistes il faut travailler ses dossiers. Est-ce que tous les élus syndicaux ont cette compétence ?

Pour ceux de la CGT, ils ont à leur disposition un outil magique avec la formation syndicale. Nous avons la formation syndicale la plus performante en la matière. Je suis formateur à l'UD des Landes, et j'essaie de transmettre ma passion et humblement mon savoir pour tous les camarades qui veulent bien utiliser leurs droits à la formation. En parallèle de ça, les dossiers techniques comme l'économie ou encore les filières on a aussi le droit d'être assistés par un expert. Ce droit n'est pas assez utilisé. Les droits ne s'usent que quand on ne s'en sert pas. Quand on prétend être un militant CGT, il faut utiliser les droits à notre disposition. ●

## INTERVIEW

**Jean-Marie Castets**, responsable de la commission Loisirs en 94

### « Tromper les forces de l'ordre et surtout la direction de Saint-Gobain »

Jean-Marie Castets était le responsable de la commission Loisirs en 94. Son béret basque, son regard restent d'une jeunesse et d'une combativité déconcertantes. Même en retraite, il demeure un militant infatigable. Il explique son rôle discret en 1994.



**« La solidarité, sans aucun doute. Les gens ont adhéré. Quoi qu'on en dise, la CGT, personne ne peut comprendre. Il y a de l'action humaine, sociale... »**

#### C'était quoi cette commission Loisirs ?

Elle a été créée en fonction de toutes les actions que nous avons menées. Le point important, c'était la sécurité des salariés, car nous faisons un peu tout et n'importe quoi. Il fallait canaliser tout ça. Après, tout ce qui a été fait l'a été en toute discrétion. Peu de gens savaient ce que nous faisons.

#### Pour quelles raisons ?

L'intérêt c'était de marquer un grand coup, de tromper les forces de l'ordre, et surtout la direction de Saint-Gobain. Nous faisons des réunions. Dès que la décision était prise, nous mettions tout en action. Tout cela dans le plus grand secret. Cela peut paraître bizarre de fonctionner comme des espions. Par exemple, quand nous avons monté le bois à Paris, nous avons pris un transporteur que personne ne connaissait. On appelait depuis des cabines téléphoniques. Maintenant, ça, on ne peut plus le faire. Résultat : nous n'étions pas suivis. J'ai eu la chance d'être formé par Maurice Lourdez. Il nous a expliqué beaucoup de choses. Je n'ai fait que retranscrire ce qu'il nous avait appris. Franchement, c'était un truc très intéressant. On a appris le comportement à adopter face aux forces de l'ordre et surtout à ne pas aller au-delà pour respecter la sécurité des gens.

#### Comment ça se passait avec les policiers et les gendarmes ?

Nous n'avons eu aucun problème. Ils ne nous ont jamais repérés. C'était ça notre force.

#### Dans le film, tu décris le blocage de la 2X2 voies. C'était quoi l'idée derrière ?

Nous voulions faire passer le maximum de personnes devant l'usine pour leur montrer ce qu'était l'usine et éviter sa fermeture. Pour l'opération, on a expliqué aux gens qu'il fallait être cool et relax. S'il y avait un petit coup de sang, il fallait intervenir. Finalement, tout s'est bien passé.

#### Que retiens-tu de ces actions ?

La solidarité, sans aucun doute. Les gens ont adhéré. Quoi qu'on en dise, la CGT, personne ne peut comprendre. Il y a de l'action humaine, sociale... Il y a tout derrière. Après, il peut y avoir des actions de force, mais tant que la cohésion reste, il n'y a pas de problème.

#### En 2024, une commission Loisirs peut-elle exister dans un mouvement ?

Oui et non. Par exemple, après qu'on a eu monté un camion à Bercy, Pasqua a pris des décisions politiques pour éviter que ça se reproduise. Après, je pense qu'avec le web et les outils informatiques, ceux qui le veulent pourront le faire. Mais il faut vraiment que ça soit très étudié. Franchement, j'y crois. Et surtout j'y croirai toujours ! ●



TARTAS, 30 ANS DE LUTTES / PORTE-FOLIO



# DIAGORIS

EXPERTISE

## NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

### MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

---

#### La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

---

#### La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

---

#### Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL



01 42 17 04 15 – [contact@diagoris.fr](mailto:contact@diagoris.fr)  
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

**DIAGORIS.FR**

# FILPAC PRESSE TOUR 2024

## À LA RENCONTRE DES PROFESSIONNELS DE LA PRESSE

 ROMAIN ALTMANN

**C'était un engagement pris pendant le dernier comité général à Martigues : rencontrer et écouter les journalistes, cadres, ouvriers et employés... grands oubliés des États généraux de l'information voulus par le président Macron. Le 11 juin, la première étape du Filpac Tour Presse (FTP) a eu lieu à Clermont-Ferrand, au quotidien *La Montagne* du groupe Centre France.**



**L'objectif est aussi que la presse écrite se démarque des nouveaux usages médias tels que les réseaux sociaux et autres accès des Gafam (...)**

**L**a météo, bonne à faire sortir un François Hollande, n'a pas entamé la chaleur de l'accueil. Ce temps maussade est à l'image de la réalité économique du groupe Centre France, qui édite notamment *La Montagne*,

*Le Populaire du Centre*, *Le Journal du Centre*, *Le Berry Républicain*, *L'Écho Républicain*, *L'Éveil de la Haute-Loire*, *La République du Centre* ou encore *L'Yonne Républicaine*, sans compter neuf titres de presse hebdomadaire. Un contexte qui inquiète les salariés sur place. Ils étaient plus de 150, toutes catégories professionnelles confondues, à participer aux échanges. Pour la première fois, même des journalistes sont venus. Ces derniers sont également dans le viseur de la direction. La Filpac, qui fonde son action sur le rassemblement et la défense de tous les salariés, a répondu présente et a réaffirmé qu'elle agira avec tous les salariés, sans exception ni esprit corporatiste. Nous avons besoin de cette logique et de cette démarche syndicale pour donner de la force aux salariés, face aux annonces, le 18 juin, de la direction, qui apparaissent comme une nouvelle saignée drastique : fermeture d'une agence locale (Riom) ; vente du journal hebdomadaire *Le Pays roannais* ; négociation d'un plan de départ volontaire de 70 personnes maximum...

Depuis plusieurs semaines, les rumeurs de mauvaise santé financière pèsent sur les esprits des salariés et des élus syndicaux. Baisse de la diffusion et des ventes, et perte de chiffre d'affaires publicitaire font partie des phénomènes constatés ces dernières années. Si le groupe tente une diversification de ses activités, celles-ci restent trop faibles ou trop



peu lisibles aux yeux de beaucoup. Les difficultés économiques font souvent les mêmes victimes : les salariés, juste bons aux yeux des directions pour servir de critères d'ajustement. Cette vision comptable, de court terme, affaiblit les rédactions et les services connexes ou de production. Résultat : l'offre éditoriale s'effrite ! C'est cette logique financière que la CGT combat, Filpac en tête, de surcroît, quand la presse remplit une fonction démocratique primordiale dans une république troublée et en crise. Nous lui opposons un modèle économique équilibré entre le web et le papier, aux réalités de production très différentes, en n'abandonnant pas ce qui fait encore principalement l'économie des titres : le support papier. Enjeu d'accès à l'information pour tous les citoyens et enjeu d'une présence sur tout le territoire, même le plus reculé. Ces fondements démocratiques sont primordiaux. L'objectif est aussi que la presse écrite se démarque des nouveaux usages médiatiques tels que les réseaux sociaux et autres accès des Gafam qui, par leur puissance digitale et financière, mettent à mal la presse bien qu'ils en utilisent largement les ressources pour crédibiliser leurs plateformes.

C'est cette vision que nous avons portée lors de notre rencontre avec la direction du groupe Centre France, qui a eu l'amabilité de nous recevoir pour un échange franc, ouvert, parfois divergeant et parfois concordant... comme la volonté d'assurer au groupe une au-

tonomie industrielle - et un nouveau centre d'impression qui sera en service au printemps 2025 - gage d'indépendance, si chère et utile à tous face aux prédateurs de l'impression qui se rêvent en prestataires de service uniques de la profession. Une autonomie industrielle précieuse aussi pour l'emploi dans les imprimeries ainsi que pour les journalistes qui peuvent ainsi réaliser quotidiennement un journal en le bouclant le plus tard possible afin de livrer aux lecteurs, le lendemain matin, des nouvelles plus fraîches. ●



## CONSTRUISONS L'AVENIR

Cette journée marathon aura aussi été l'occasion d'organiser une rencontre entre l'équipe syndicale locale et la fédération. Un échange franc sur des manques partagés constatés à une certaine époque. Des critiques qui ont rapidement laissé place à une volonté de passer une étape en construisant des liens réguliers afin de bénéficier de conseils ou d'une aide concrète, qu'il s'agisse de l'actualité dans nos professions, de la syndicalisation, des élections professionnelles ou de la situation sociale locale.

## LE FILPAC TOUR PRESSE, QUÉSACO ?

### Public visé :

- Les salariés de toutes les formes de presse (presse quotidienne nationale, régionale, départementale, presse hebdomadaire régionale, presse magazine et presse spécialisée).

### Objectifs :

- Rencontrer les journalistes, cadres, ouvriers ou employés et construire des liens et un réseau de salariés engagés ou intéressés par la démarche de la Filpac CGT.
- Fédérer les équipes syndicales dans une démarche Filpac de branche face aux enjeux du moment et impulser une démarche revendicative commune.
- Aider les élus syndicaux dans chaque entreprise à partir de leurs besoins et attentes.

### Étapes et rythme :

- Des rencontres organisées jusqu'à la fin de l'année dans chaque titre ou groupe de presse.

- Vous pouvez suivre ce tour de France sur le site internet de la fédération ici : <https://www.filpac-cgt.fr/invisibles-les-professionnels-de-la-presse/>

### Matériel et supports

- Des affiches et flyers personnalisés, des vidéos à venir également, pour aider à l'organisation de ces rencontres. Nous contacter pour vous les réaliser.

### Contacts

- Le secteur presse de la fédération est animé par Damien Dhont, secrétaire fédéral, originaire de *la Voix du Nord*, épaulé par Alexandre Sare de *Nice Matin* et Romain Altmann du *Monde*, tous les trois membres du CEN et du Secrétariat.

- Courriel : [presse@filpac-cgt.fr](mailto:presse@filpac-cgt.fr)

# L'imprimerie Morassuti **vivra**

**Les 28 salariés ont sauvé leurs emplois en créant une Scop pour reprendre leur société. Le tribunal de commerce de Saint-Étienne a validé leur dossier le 19 juin.**

 JÉRÉMIE DEMAY

**A**près avoir reporté sa décision pour permettre aux protagonistes de mieux ficeler leurs dossiers, le tribunal de commerce de Saint-Étienne a finalement validé le 19 juin la reprise de Morassuti par ses salariés sous la forme d'une Scop. 28 emplois sont ainsi sauvés. Cette aventure, qui ne fait que commencer, démontre que la mobilisation et le sérieux restent les armes les plus efficaces pour lutter contre le fatalisme.

En février, lorsque la direction de l'imprimerie a placé l'entreprise en liquidation judiciaire, l'ambiance était morose. Mais très vite, les salariés ont formé une association et ont décidé de créer une Scop pour prendre en main leur avenir. Utopique ? Absolument pas. S'inspirant de la réussite de « 1336 » à Géménos, près de Marseille, les salariés stéphanois ont lancé Ascop42, une association dont la première mission était de fédérer un maximum d'acteurs locaux et nationaux autour du projet. Profitant de cette vitrine, les salariés ont organisé une cagnotte participative en ligne. Objectif : rassurer les banques et apporter des fonds pour compléter le financement. Un succès ? Plus que ça. Ils visaient 40 000 euros et en ont finalement récolté plus de 68 000 ! Plus de 500 donateurs ont contribué pour soutenir leur projet.

À Saint-Étienne, citoyens, élus et médias se sont alignés derrière ce projet de reprise. La Filpac CGT n'était pas en reste, puisque lors de chaque rendez-vous au ministère de l'Industrie, le dossier de Morassuti était présenté et défendu. L'avenir de Morassuti passe par la Scop. Le dossier est viable tant économiquement que socialement.

## **Plus de 500 donateurs ont contribué pour soutenir leur projet.**

L'imprimerie Morassuti est un fleuron de l'économie stéphanoise. Avec cinquante ans d'existence, tout le monde connaît cette entreprise. Mais les salariés n'étaient pas les seuls à avoir déposé un dossier devant le tribunal de commerce de Saint-Étienne. Face à eux, un patron lyonnais. Son projet était simple : récupérer le carnet de commandes et le chiffre d'affaires, estimé à 4 millions d'euros, et tout rapatrier dans la région lyonnaise. Une triple infamie pour les salariés de Morassuti. D'abord, les 28 salariés se retrouvaient sans emploi ou devaient déménager à Lyon (encore fallait-il qu'ils soient repris). De plus, le tissu économique stéphanois, déjà durement touché depuis des années, n'avait pas besoin de ce nouveau plan social. Enfin, l'animosité entre les deux villes n'avait pas besoin de ça !

En quatre mois, les salariés ont su construire la solidarité autour de leur projet. Entre le retour de l'ASSE en Ligue 1 et le sauvetage de Morassuti, tous les signaux sont au vert à Saint-Étienne. ●



**Damien Dubard (SDS Filpac CGT) et Benjamin Colas, deux des salariés impliqués dans la création de la nouvelle SCOP**

## **PROPAGANDE ÉLECTORALE SOLIDAIRE**

« Avoir des politiques à nos côtés, c'est quand même quelque chose. Quand il a fallu pousser la porte des banques pour obtenir les financements, ils sont venus avec nous et, avec les affiches, voir qu'ils nous soutiennent jusqu'au bout, ça a redonné une lueur d'espoir, de se dire qu'on n'est pas tout seul dans notre combat », explique Damien Dubard, l'un des organisateurs de la Scop, à France Bleu Saint-Étienne Loire le 19 juin.

En effet, deux candidats aux élections législatives ont demandé à l'imprimerie de sortir leurs affiches et leurs tracts. Une commande certes symbolique, mais qui prouve l'envie de solidarité. Sylvie Bonnet, candidate LR dans la 4<sup>e</sup> circonscription, et Pierrick Courbon, candidat du Nouveau Front Populaire dans la 1<sup>re</sup>, ont chacun commandé 250 affiches. Cela ne représente que deux heures de travail, mais l'important est ailleurs : « Ça fait du bien en termes d'image », reconnaît Stéphane Puifourcat, qui sera le futur responsable de la Scop.

« Il y a des gens qui se battent pour l'emploi et pour leur travail. C'est ce qui a aussi plu à ces figures politiques locales » (France Bleu, 19 juin). Dommage que tous les candidats, notamment du Nouveau Front Populaire, n'aient pas eu la même idée. Il faut aussi noter que ni les candidats Renaissance ni ceux du RN ne les ont sollicités. Réindustrialiser le pays ne semble pas être une priorité pour tout le monde. ///



# Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de l'information et leurs talents, pour qu'ils puissent informer en toute liberté.



Audiens

**POUR L'INFORMATION. POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT.**  
santé - prévoyance - retraite - actions sociales

[www.audiens.org](http://www.audiens.org)

# LES LETTRES *françaises*

Fondateurs: Jacques Decour ( 1910-1942), fusillé par les nazis, et Jean Paulhan ( 1884-1968).  
Directeurs: Claude Morgan (de 1942 à 1953), Louis Aragon (de 1953 à 1972), Jean Ristat (de 1989 à 2023), Franck Delorieux.

editionshelvetius.com/llf/ Administration : 21 place Maurice Thorez, Local 1 94800 Villejuif  
abonnementsllf@editionshelvetius.com

## LES LETTRES FRANÇAISES POUR UN NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Dans un mois, le risque est grand de voir un gouvernement d'extrême droite, formé par les héritiers de la collaboration et du pétainisme, admirateurs des terroristes de l'OAS, se constituer. Le peuple de France trouvera la voie nécessaire pour éviter le piège qu'a tendu un président de la République aux abois. Un Nouveau Front populaire est en train de se constituer, il est la seule force capable d'unir le peuple, le mouvement social et associatif, le monde du travail et de la culture. Les élections européennes marquées par une forte abstention ont donné 40 % des suffrages exprimés à l'extrême droite. Le Président de la République qui a élevé le Rassemblement national au rang d'opposant officiel porte une lourde responsabilité dans cette situation. Cette montée dangereuse de l'extrême droite peut et doit être enrayerée.

*Les Lettres françaises* ont été fondées dans la clandestinité par Jacques Decour et Jean Paulhan pour unir la culture française contre l'occupation et le fascisme.

Dans le premier numéro clandestin, en septembre 1942, *Les Lettres* publient le texte de Jacques Decour, fusillé par les nazis le 30 mai 1942, qui lançait le manifeste du Front national\* des écrivains.

« *Le peuple français ne s'incline pas. L'immense mouvement de résistance aux oppresseurs allemands et à leurs agents français a trouvé son expression dans le FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR LA LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE. Le Front national groupe tous les Français, à l'exception des traîtres et des capitulards qui font la besogne ou le jeu des envahisseurs.* »

*Les Lettres*, devenues légales à la Libération, ont soutenu le programme du Conseil national de la résistance et ont mené leur part de combat contre le fascisme renaissant, le colonialisme, le racisme, et contre toutes les atteintes à la liberté de création et de pensée.

Ce fil rouge tissé tout au long de notre histoire est un point de repère : ne rien céder à l'extrême droite, au racisme, à la xénophobie. *Les Lettres françaises* continueront à prendre toute leur place dans ce combat pour écrire une nouvelle page, heureuse cette fois, de notre histoire.

*Les Lettres françaises*

« *Frères ayons du courage !*

*Nous qui ne sommes pas casqués,*

*Ni bottés, ni gantés, ni bien élevés,*

*Un rayon s'allume en nos veines*

*Notre lumière nous revient,*

*Les meilleurs d'entre nous sont morts pour nous*

*Et voici que leur sang retrouve notre cœur*

*Et c'est de nouveau le matin un matin de Paris »*

Extrait de *Courage* de Paul Éluard paru dans le n°5 des *Lettres françaises* clandestines, janvier 1943 ●

\* Le Front national de lutte pour l'indépendance de la France, organisation de résistance, n'a naturellement rien à voir avec le Front national, fondé par Jean-Marie Le Pen, d'anciens collabos et de Waffen-SS dont le Rassemblement national est aujourd'hui l'héritier.

# LETTRES françaises

## Les Lettres françaises reviennent au papier

Le journal culturel dont Aragon fut le directeur de 1953 à 1972,  
s'offre une nouvelle vie après plusieurs années de publications sur le net, en pdf.

« Nous serons peut-être au début une petite armée.  
Mais avec vous, nous devons gagner ce pari, le pari de l'intelligence,  
dans un temps où l'obscurantisme pèse sur nos esprits  
comme une chape de plomb. Alors, allons y ! »

**Jean Ristat**

Directeur des *Lettres françaises*



### BULLETIN D'ABONNEMENT AUX LETTRES FRANÇAISES

**Version papier.** Je désire m'abonner aux *Lettres françaises*.

Pour ce faire j'utilise une des propositions d'abonnement :

11 numéros de 16 pages – **20 euros**

11 numéros de 16 pages et 2 hors série – **35 euros**

Soutien – **50 euros** et plus

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : ..... Téléphone : .....

Chèques à l'ordre de SEPC-Helvétius, en indiquant au dos *Les lettres françaises*

Bon de commande à retourner à l'adresse suivante : **SAS-Helvétius, 21 place Maurice-Thorez Local, 1, 94800 Villejuif**  
abonnementsLLF@editionshelvetius.com



## Son odeur après la pluie

 JÉRÉMIE DEMAY



Vendu à plus de 300 000 exemplaires, ce roman pourrait passer, de prime abord, pour une simple histoire de chien avec son maître. Ils se promènent, passent du bon temps. Bref, un livre à ranger dans la bibliothèque d'un CDI de collègue. Il parle aussi du deuil d'un animal, période souvent mal comprise par les allergiques aux gros museaux. Mais ce n'est pas une histoire triste. Loin de là. Bien sûr, quand Cédric Sapin-Defour écrit sur les derniers mois de Ubac, ce bouvier bernois aussi cabotin qu'intelligent, les larmes rendent la lecture difficile. Toutefois,

impossible d'y trouver la moindre nostalgie un peu mièvre. Ubac a bien vécu, et il semblait aussi heureux que son propriétaire. Un bonheur simple et fugace mais tellement réparateur. Une évasion nécessaire pour se rappeler l'essentiel. Il faut savoir profiter pour provoquer le bonheur.

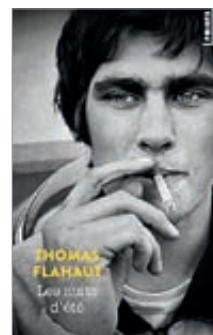
*Son odeur après la pluie* ne peut se limiter à un traité sur le bonheur, sur les chiens, ou même simplement sur le temps qui passe. Avec une plume dynamique et drôle, l'auteur manie les oxymores dans une outrance salvatrice. Chaque page se transforme en une conversation avec un ami, certes bavard, dont la parole est amusante et réconfortante. Cédric Sapin-Defour nous entraîne dans quelques coulisses de sa vie, sans lever pour autant le voile de la pudeur. À l'image d'un réveillon de Noël chez ses parents où sa frangine ne semble toujours pas remise de la mort de Lady Di. « Tu t'en fiches toi, de Lady Di, la mère de deux enfants ?! », « Je t'avoue que ça ne m'a pas bouleversé... », « On se demande ce qui peut bien te bouleverser, toi ! », « Que mon chien meure ». Les deux se chamaillent sur l'utilité d'un classement de valeur entre ceux bouffant leur bulletin de naissance. « Mais au fait, qui es-tu pour classer les amours ? En quoi le mien pour Ubac serait méprisable et celui entre Sartre et Beauvoir d'une noblesse absolue ? », « La réciprocité peut-être » répond la sœur. « De l'aimer me suffit. Car, vois-tu, je ne saurai jamais s'il m'aime, jamais. Et aimer sans certitude de l'être en retour... je me demande si l'on ne tient pas une définition de l'amour véritable. » On ferme le livre quelques instants, on réfléchit en plongeant son regard dans celui de son chien qui ne comprend qu'une chose : « On va se promener ? »

Le récit va bien au-delà des cabots, il s'apparente aussi à un traité sur la tolérance envers l'étranger. Car, après tout, un chien reste un être qu'on adopte et qu'on accueille chez-soi, avec une communication et un mode de fonctionnement très personnels. Cédric Sapin-Defour compare une meute de chiens à l'humanité : « Pourquoi nous les hommes issus du même singe avons-nous été d'un monomorphisme aussi confondant jusqu'à percevoir dans la moindre nuance de mélanine une distinction radicale et la plus haïssable qui soit ? » Ce genre de message débarque ponctuellement dans le livre. Comme une piqûre de rappel sur notre condition naturelle que les chiens ont eu la simplicité de ne pas oublier. Finalement, avoir une humeur de chien n'est pas si mauvais, même après la pluie. ●

*Son odeur après la pluie*, Cédric Sapin-Defour, éditions Stock, 286 pages, 20,90€.

## Dernier été à l'usine

 ANNE DUVIVIER



Thomas, Mehdi... et Miranda. Les deux premiers, jeunes gens fils d'ouvriers, à la frontière suisse. Leurs pères ont trimé toute leur vie dans l'usine de pièces automobiles où Thomas et Mehdi se retrouvent aussi cet été, pour un travail de nuit harassant, corps cassés, sommeil chamboulé. Miranda, c'est le nom de

la machine, des machines,

auxquelles ils sont soumis, patronnes d'acier et d'informatique, dangereuses et tyranniques... mais pas invulnérables. Dans une atmosphère étouffante de non-dit, voilà que d'autres ouvriers entreprennent de les démonter pour une destination obscure. On le sent, on le sait déjà, l'usine va fermer. Ouvrier, le mot aussi est en déclin. « *Ceux qui se disent ouvriers, c'est ceux qui sont fixes*, dit Mehdi à Louise, *qui peuvent se payer une maison à la frontière s'ils arrivent à travailler assez longtemps sans se casser le dos, se faire licencier ou se tuer sur la route. Moi, mon père, il était ouvrier. Quand t'es intérimaire, t'as beau faire le travail d'un ouvrier, t'es pas un ouvrier. C'est un vieux mot de toute façon. Il est presque plus utilisé.* »

Thomas et Mehdi sont coincés entre cette incertitude cruelle, promesses vagues, questions éludées, accès de solidarité désespérée entre travailleurs qui veulent encore y croire, et parents aigris, qui font peser sur leurs jeunes épaules des espérances qu'ils ne peuvent que décevoir. Thomas a quitté la fac, Mehdi ne veut pas enchaîner les marchés avec son père et le travail à l'usine. Mais il y a Louise, la sœur jumelle de Thomas, qui pour ses études de sociologie entreprend une enquête sur le monde ouvrier. Mehdi et elle s'aiment et filent dès qu'ils le peuvent sur la Kawasaki verte, entre les forêts de pins, vers un avenir tout sauf radieux. Thomas Flahaut, l'auteur de ce récit limpide et fort, en ombre et lumière sait de quoi il parle. Il vient d'une famille d'ouvriers frontaliers, il a travaillé à l'usine. Ironie de cette histoire, ce ne sont pas des travailleurs du bout du monde mais des Italiens, parqués dans des caravanes près de l'usine, qui sont chargés de dépecer les Miranda. Comme quoi, on est toujours, sur cette planète, l'immigré de quelqu'un. Ou son camarade, si on y réfléchit bien. ●

*Les nuits d'été*, Thomas Flahaut, Points Poche, janvier 2024, 7,90 €.



## SÉRIE TÉLÉ

# “Machine...” c’est le kung fu final

 GEORGES KAPLAN

« Une jeune marginale recherchée par les services secrets de l’armée est de retour dans sa ville natale. Embauchée comme intérimaire dans une usine en pleine restructuration, elle met sa science du kung-fu au service de la lutte ouvrière. » Voilà pour le pitch livré par le producteur sur Arte. Dit comme ça, le propos paraît totalement improbable, on imagine la tête des producteurs lorsque Fred Grivois et Thomas Bidegain (les créateurs) leur ont déroulé le scénario. La série raconte l’histoire de « Machine » (Margot Bancilhon, remarquable), une jeune femme au passé secret et traumatique. Recherchée par les services secrets de l’armée, la jeune marginale revient incognito dans sa ville natale et trouve du travail à la maintenance de la chaîne de production d’une usine d’électroménager. Après le rachat par des Coréens aux intentions « délocalisantes », l’entreprise est en pleine tourmente. La petite intérimaire qui voulait faire profil bas se retrouve malgré elle au cœur d’une révolte qui anime les ouvriers. Ce que tout le monde ignore, c’est que l’intérimaire est une ancienne des forces spéciales, entraînée aux arts martiaux et au maniement des armes. « Machine » va donc mettre sa science du kung-fu au service de la lutte ouvrière. En six épisodes, *Machine*, dans une ambiance d’action explosive avec des dialogues croustillants (Joey Starr, ancien toxico et militant pur et dur, cite Marx dans le texte !), portée par ces deux acteurs, déroule une intrigue à rebondissements (quelquefois à la limite du vraisemblable mais on s’en fiche) sur fond de crise sociale et de licenciements. On y croise un tueur complètement con qui roule en Alpine Renault défraîchie, des Coréens chargés de vider l’usine de ses occupants à coup de sabre, un tueur psychopate, ancien légionnaire qui travaille pour des cabinets noirs de la République, des élus normalement corrompus et des syndicalistes Cgt... plus opportunistes que combatifs. Rien que pour cette galerie de personnages pour le moins hors « cadre », la série vaut le détour. Horsmis quelques esprits crispés (qui devraient rire un peu plus souvent), la critique a plutôt bien accueilli la série. Comme le dit Fred Grivois : « En voyant le film de Stéphane Brizé (*La loi du marché avec Vincent Lindon*), je me suis dit que les plus jeunes ne comprendraient pas forcément ce que c’est la gauche et le syndicalisme. Je suis parti sur cette idée d’expliquer aux adolescents d’aujourd’hui ce que c’est la lutte des classes et ce que c’est d’être de gauche en essayant de trouver un moyen fun. » Eh bien, c’est réussi. ●



**Machine**, série en 6 épisodes de Fred Grivois, Arte 2024. Disponible sur Arte.tv et sur Canal + séries

# Papy fait de la décadence

JÉRÉMIE DEMAY

**A**u concours de l'idiotie généralisée, chaque jour la barre est mise de plus en plus haut. Dans cette médiocre compétition, tous les coups sont permis. Prenez Serge Klarsfeld par exemple. Toute sa vie, il a chassé les nazis afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice. L'avocat historien a permis de sortir de l'oubli les crimes des nazis et autres collaborateurs. Aujourd'hui, le même Serge Klarsfeld, 88 ans au compteur, affirme qu'il ne serait pas gêné de voter RN ! Serge, franchement, en tant qu'historien, il faut relire, dans ce numéro, les écrits de Georges Kaplan sur l'histoire de ce parti. Il semble facile d'oublier qu'il a été fondé par d'anciens miliciens, membres de la Légion des volontaires français, d'anciens de la Waffen SS, de la division SS Charlemagne... Bref, des individus pour qui un juif ne valait rien. Serge Klarsfeld a beau jeu de raconter que Marine Le Pen n'est pas son père. Comme le rappelle Samuel Lejoyeux, président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), l'ADN de l'extrême droite n'a pas évolué. En 2019, il s'était fait frapper par le service de sécurité du RN pour avoir distribué des tracts avant un meeting de Le Pen. Courageux, il renouvelle l'opération en marge d'un meeting de Jordan Bardella et Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, le 24 mai de cette année. Cette fois, les mêmes qui l'avaient frappé lui font un sourire : « Je te reconnais, toi. *Je suis sûr qu'ils ont reçu des consignes. Une fois que le RN arrivera au pouvoir, ces gens-là se remettront à taper des juifs.* » (Le Monde, 19/06/24).

Mais Serge Klarsfeld préfère se voiler la face. Sa peur des musulmans l'aveugle. Son fils, Arno, a déclaré sur CNews le 31 octobre 2023 : « *L'antisémitisme provient essentiellement de la population musulmane qui essaie d'effrayer les juifs (...). Les musulmans, beaucoup travaillent sur les chantiers, ont accès à des explosifs, ils peuvent avoir accès à des armes à feu. S'il y avait un mot d'ordre pour tuer des juifs, il pourrait y avoir un attentat tous les jours.* » C'est d'ailleurs le même Arno, très influent sur ses parents, qui a favorisé la rencontre avec le clan Le Pen. D'abord avec Louis Aliot, le maire de Perpignan, puis directement avec la cheffe en février dernier... Serge Klarsfeld est-il complètement perdu ? Pendant l'entre-deux-tours de la dernière présidentielle, il avait cosigné une tribune appelant à voter contre Marine Le Pen, « *filie du racisme et de l'antisémitisme* ».

Après « Mamie Zinzin » (surnom attribué par les Guignols de l'Info à Liliane Bettencourt), Serge Klarsfeld devient le « Papy à l'ouest » qui milite contre le combat de sa vie. ●



**Mais Serge Klarsfeld préfère se voiler la face. Sa peur des musulmans l'aveugle.**

Ça ne se recharge pas  
Ça ne se met pas à jour  
C'est incassable  
Ça ne craint ni le chaud,  
ni le froid  
Ça ne consomme pas  
d'énergie  
C'est recyclable à 100%  
  
Ça s'appelle un livre...

| *Lisons moins d'écrans et plus de livres* |

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

*Le Livre, le Papier et la Communication*

[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

---

# SPÉCIAL DERNIÈRE

---

Numéro hors série / juin 2024

---

**ÇA NE SE RECHARGE PAS  
C'EST INCASSABLE  
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD,  
NI LE FROID  
ÇA NE CONSOMME PAS  
D'ÉNERGIE  
C'EST RECYCLABLE À 100%  
C'EST MIS À JOUR TOUTES  
LES 24H... ET...  
ÇA DÉFEND LA DÉMOCRATIE !  
ÇA S'APPELLE UN JOURNAL  
QUOTIDIEN.**

---

| *Lisons moins d'écrans et plus de journaux* |

---

**filpac cgt**

La fédération au cœur de **la lutte**  
pour la défense de l'imprimé,  
de la presse écrite et des **métiers**  
**du livre et du papier**

*Le Livre, le Papier et la Communication*

[www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)